
COORDONNATEUR SECURITE : MAITRE D'OUVRAGE :

PMM - Agence Rhône-Alpes
ZI LA RIZE 3, avenue Karl Marx
69120 VAULX-EN-VELIN

BUREAU DES TRAVAUX D'INVESTISSEMENT - MINISTERE DE L'INTERIEUR
20 rue de l'Espérance
69003 LYON

P.G.C.S.P.S.

(Plan Général de Coordination Sécurité et de Protection de la Santé)
Décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994

Extension et Réhabilitation PGHM

**69 Rue La Mollard
74400 CHAMONIX**

Mises à jour et compléments		CHRONO : N° 2586-3
INDICES	DATES	DESIGNATIONS
INDICE 1	07/04/2024	Elaboration du PGCSPS

SOMMAIRE

PRÉAMBULE	4
1 // CLAUSES PARTICULIERES	5
1.1 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF	5
1.1.1 PRESENTATION DU PROJET	5
1.1.2 PRESENTATION DES INTERVENANTS	6
1.2 MISSION DU COORDONNATEUR	8
1.2.1 MISSION SPECIFIQUE	8
1.2.2 PIECES ECRITES	8
1.3 MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE.....	9
D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE CSPS	9
1.3.1 TABLEAU RECAPITULATIF DES MOYENS MIS EN COMMUNS	9
1.3.2 SUJETIONS LIEES AU SITE	12
1.3.3 MANUTENTIONS DES MATERIAUX ET MATERIELS	13
1.4 MESURES DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE PRISES PAR LE.....	14
CSPS	14
1.4.1 DEPLACEMENT CHANTIER	14
1.4.2 SIGNALISATIONS	14
1.4.3 ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGE	15
1.4.4 PROTECTIONS COLLECTIVES	16
1.4.5 PROTECTIONS INDIVIDUELLES	16
1.4.6 INSTALLATIONS ELECTRIQUES	16
1.4.7 DISPOSITIONS RELATIVES AUX EQUIPEMENTS	16
1.4.8 PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES	16
1.4.9 MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS	16
1.4.10 RISQUES PARTICULIERS / TRAVAUX SPECIFIQUES	18
1.4.10.1 EVALUATION DES RISQUES PARTICULIERS ET MOYENS DE PREVENTION	19
1.4.10.2 EVALUATION DES TRAVAUX SPECIFIQUES ET MOYENS DE PREVENTION	23
1.5 SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR..	30
LE SITE	30
1.6 MESURES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT	30
DE SALUBRITE SATISFAISANT	30
1.6.1 CANTONNEMENTS	30
1.6.2 NETTOYAGE DU CHANTIER	30
1.6.3 EVACUATION DES DECHETS	30
1.6.4 POLLUTION ET ENVIRONNEMENT	30
1.7 MESURES D'ORGANISATION DES SECOURS	31
2 // CLAUSES GENERALES	32
2.1 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF	32
2.1.1 CLASSEMENT DE L'OPERATION	32
2.1.2 LES ENTREPRISES	32
2.1.3 RENSEIGNEMENTS GENERAUX	32
2.2 MISSION DU COORDONNATEUR	32
2.2.1 MISSION RÉGLEMENTAIRE	32
2.2.2 AUTORITÉ ET MOYENS DU COORDONNATEUR S.P.S.	32
2.3 MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE.....	33
D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE CSPS	33
2.3.1 GESTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL	33
2.3.2 EMPRISES DU CHANTIER	33
2.3.3 SUJETIONS LIEES AU SITE	33
2.3.4 GESTION DU COMPTE PRORATA (Dépenses d'entretien et consommations)	34
2.3.5 INSTALLATIONS DE CHANTIER	34
2.3.6 ACCÈS AU CHANTIER	36
2.3.7 MANUTENTIONS DES MATÉRIAUX ET MATÉRIELS	36
2.3.8 STRUCTURE SECURITE AU SEIN DES ENTREPRISES	37
2.4 MESURES DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE PRISE PAR LE.....	37
COORDONNATEUR	37
2.4.1 DEPLACEMENT CHANTIER	37
2.4.2 SIGNALISATION	38
2.4.3 ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGE	39

2.4.4	PROTECTIONS COLLECTIVES	39
2.4.5	PROTECTIONS INDIVIDUELLES	39
2.4.6	INSTALLATIONS ELECTRIQUES	39
2.4.7	DISPOSITIONS RELATIVES AUX EQUIPEMENTS	40
2.4.8	PREVENTION DES RISQUES DE MALADIE PROFESSIONNELLE	40
2.4.9	MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS	41
2.5	SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR..	
	LE SITE	41
2.6	MESURES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT	
	DE SALUBRITE SATISFAISANT	42
2.6.1	CANTONNEMENTS	42
2.6.2	NETTOYAGE DU CHANTIER	42
2.6.3	ÉVACUATION DES DÉCHETS	42
2.6.4	POLLUTION ET ENVIRONNEMENT	42
2.7	MESURES D'ORGANISATION DES SECOURS	43
2.7.1	MESURES DE PREMIERS SECOURS	43
2.7.2	PROCÉDURE D'APPEL DES SECOURS	43
2.8	MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS	43
2.8.1	ACCUEIL DU PERSONNEL	43
2.8.2	DÉFINITION DES INTERVENANTS	43
2.8.3	OBLIGATIONS DES INTERVENANTS	43
2.8.4	LE C.I.S.S.C.T	44

PRÉAMBULE

Conformément à la loi N°93-1418 du 31 décembre 1993 modifié et son décret d'application 94.1159 du 26 décembre 1994 relatif à la coordination, ce chantier est soumis à l'obligation de Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ce plan général de sécurité et de santé définit l'ensemble des mesures propres à prévoir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

COMPOSITION :

- 1 // Clauses particulières, décrit les mesures spécifiques aux chantiers.**
- 2 // Clauses générales, décrit les mesures générales de la réglementation.**

MISE À JOUR :

Ce plan sera complété et adapté par le coordonnateur en fonction :

- de l'évolution du chantier
- des changements de délais des types de travaux ou phase de travail
- des nouvelles contraintes dès qu'elles sont connues du Maître d'Ouvrage
- des modifications apportées au contrat des entrepreneurs
- de l'attribution des nouveaux marchés
- des nouveaux intervenants sur l'opération

Ces modifications seront portées à la connaissance de tous les intervenants

Il intégrera au fur et à mesure de leur élaboration, en les harmonisant, les P.P.S.P.S des entreprises.

Il sera adressé sur leur demande à :

- DIRECCTE (inspection du travail)
- Au service prévention de la CARSAT
- A l'O.P.P.B.T.P

Il sera mis à la disposition pour consultation :

- des inspections du travail ou des fonctionnaires assimilés de la DIRECCTE
- du représentant de la CARSAT
- du représentant de l'O.P.P.B.T.P
- des médecins du travail
- des membres du C.H.S.C.T ou à défaut des D.P.

Ce PGCSPPS sera conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

L'entrepreneur prendra en compte dans la conception et la réalisation des travaux de son contrat toutes les dispositions nécessaires pour intégrer les principes généraux de la prévention, et se conformer aux obligations qui lui incombent, en respect du code du travail en matière de sécurité, de protection de la santé et des conditions de travail.

En outre, l'entrepreneur devra se conformer aux dispositions édictées :

- par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur sécurité, dans le présent plan général de coordination de la sécurité et de la protection de la santé,
- par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre dans les pièces constitutives du marché,
- par le coordonnateur de sécurité, qui a été désigné par le maître de l'ouvrage pour cette opération

Ces dispositions s'appliquent à l'entrepreneur et à ses sous-traitants directs ou indirects, ainsi qu'aux travailleurs indépendants qui auront conclu un contrat de prestation ou des travaux avec l'entrepreneur.

1 // CLAUSES PARTICULIERES

(Voir titre 2 pour les généralités)

1.1 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

1.1.1 PRESENTATION DU PROJET

Situation géographique : 69 Rue la Mollard, 74400 Chamonix-Mont-Blanc	
Objet des travaux : Réhabilitation et extension du bâtiment du PGHM	
Durée globale du chantier : 15 mois	
Phasage :	
Effectifs prévisibles : 5 400 H/J	
Classement de l'opération : 2	
Liste des lots :	Entreprises connues :
LOT 1 VRD TERRASSEMENT	
LOT 2 DEMOLITION CURAGE DESAMANTAGE	
LOT GROS OEUVRE	
LOT MENUISERIES EXTERIEURES	
LOT MENUISERIES INTERIEURES	
LOT SERRURERIE METALLERIE	
LOT PLATRERIE PEINTURE FAUX PLAFOND	
LOT SOLS SOUPLES SOLS DURS	
LOT CHARPENTE	

LOT COUVERTURE ZINGUERIE ETANCHEITE	
LOT CHAUFFAGE VENTILATION PLOMBERIE – SANITAIRES	
LOT ELECTRICITE	

1.1.2 PRESENTATION DES INTERVENANTS

Liste des intervenants de l'opération :

Le Coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé :

Bruno DUMONTET
PMM - Agence Rhône-Alpes
ZI LA RIZE 3, avenue Karl Marx
69120 VAULX-EN-VELIN
bruno.dumontet@pmmconseil.com
06 25 59 79 21

Le Maître d'Ouvrage :

Julien VIALATTE
BUREAU DES TRAVAUX D'INVESTISSEMENT - MINISTERE DE L'INTERIEUR
20 rue de l'Espérance
69003 LYON
julien.vialatte@interieur.gouv.fr
06 44 32 44 57

La Maîtrise d'œuvre :

Etienne MEGARD
MEGARD ARCHITECTES
44, place Saint Vincent de Paul
1400 CHATILLON SUR CHALARONNE
etienne.megard@megardarchitectes.fr
0662135440

SYNAPSE CONSTRUCTION

Concessionnaires :

Numéro de DT :	A REALISER PAR MOA	en date du :		Nota :	
----------------	-----------------------	--------------	--	--------	--

DÉSIGNATION	ADRESSE	TÉLÉPHONE
-------------	---------	-----------

Le délai de la DT étant de 3 mois il incombe au MO de prendre les mesures nécessaires.

Organismes de prévention et administrations :

DÉSIGNATION	ADRESSES	TÉLÉPHONE / FAX
-------------	----------	-----------------

Services d'urgences :

DÉSIGNATION	TÉLÉPHONE / FAX
Secours	112
SAPEURS-POMPIERS En cas d'accident sur la voie publique, d'incendie ou de tout autre sinistre	18
S.A.M.U. en cas d'urgence médical	15
GENDARMERIE	17

1.2 MISSION DU COORDONNATEUR

1.2.1 MISSION SPECIFIQUE

Sans objet

1.2.2 PIECES ECRITES

- **PGCSPS**

Inclus au DCE. Actualisé par le Registre Journal pendant l'opération.

Précise les consignes générales de sécurité notamment en termes d'organisation générale et d'interférence, il est rédigé uniquement lorsque les opérations comportent des travaux à risques particuliers. Ce plan simplifié ne traite alors que des interférences qui peuvent être liées aux travaux dangereux prévus dans l'opération.

- **LE REGISTRE JOURNAL**

Rédigé par le coordonnateur qui consigne tous les événements relatifs à la mission de coordination :

- les comptes rendus de visite,
- les comptes rendus d'inspections communes
- les transmissions des pièces,
- les observations, courriers,

- **LE D.I.U.O.**

Sans objet.

1.3 MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE CSPS

1.3.1 TABLEAU RECAPITULATIF DES MOYENS MIS EN COMMUNS

DISPOSITIONS DE CHANTIER :	PRESTATIONS :	NUMERO DU LOT CHARGE DE LA PRESTATION :
Affichages, panneaux de chantiers et clôtures de chantier	Réalisation	LOT GROS ŒUVRE
	Entretien	LOT GROS ŒUVRE
	Enlèvement	LOT GROS ŒUVRE
Base vie de chantier	Réalisation	LOT GROS ŒUVRE LOT DESA MIANTAGE POUR SES TRAVAU X
	Entretien	LOT GROS ŒUVRE LOT DESA MIANTAGE POUR SES TRAVAU X
	Enlèvement	LOT GROS ŒUVRE LOT DESA MIANTAGE POUR SES TRAVAU X
Voies d'accès au chantier et Signalisation	Réalisation	LOT GROS ŒUVRE
	Entretien	LOT GROS ŒUVRE
	Enlèvement	LOT GROS ŒUVRE
Zones de stockage chantier	Réalisation	LOT GROS ŒUVRE LOT DESA MIANTAGE POUR SES TRAVAU X
	Entretien	LOT GROS ŒUVRE LOT DESA MIANTAGE POUR SES TRAVAU X
	Enlèvement	LOT GROS ŒUVRE LOT DESA MIANTAGE POUR SES TRAVAU X
Zones de stationnement chantier pour chargement / déchargement	Réalisation	LOT GROS ŒUVRE
	Entretien	LOT GROS ŒUVRE
	Enlèvement	LOT GROS ŒUVRE
Bennes à déchets	Réalisation	LOT GROS ŒUVRE LOT DESA MIANTAGE POUR SES TRAVAU X
	Entretien	LOT GROS ŒUVRE LOT DESA MIANTAGE POUR SES TRAVAU X
	Enlèvement	LOT GROS ŒUVRE LOT DESA MIANTAGE POUR SES TRAVAU X

Évacuation et traitement des déchets	Réalisation	LOT GROS OEUVRE LOT DESA MIANTAGE POUR SES TRAVAU X
	Entretien	LOT GROS OEUVRE LOT DESA MIANTAGE POUR SES TRAVAU X
	Enlèvement	LOT GROS OEUVRE LOT DESA MIANTAGE POUR SES TRAVAU X
Aires de lavage	Réalisation	LOT GROS OEUVRE
	Entretien	LOT GROS OEUVRE
	Enlèvement	LOT GROS OEUVRE
Branchements (électricité, éclairage, plomberie, etc.) des locaux de chantier	Réalisation	LOT GROS OEUVRE LOT DESA MIANTAGE POUR SES TRAVAU X
	Entretien	LOT GROS OEUVRE LOT DESA MIANTAGE POUR SES TRAVAU X
	Enlèvement	LOT GROS OEUVRE LOT DESA MIANTAGE POUR SES TRAVAU X
Compteur d'eau et compteur électrique y compris raccordements	Réalisation	LOT GROS OEUVRE LOT DESA MIANTAGE POUR SES TRAVAU X
	Entretien	LOT GROS OEUVRE LOT DESA MIANTAGE POUR SES TRAVAU X
	Enlèvement	LOT GROS OEUVRE LOT DESA MIANTAGE POUR SES TRAVAU X
Installation électrique de chantier y compris coffrets et éclairage de circulation	Réalisation	LOT ELECTRICITE LOT DESAMI ANTAGE POUR SES TRAVAUX
	Entretien	LOT ELECTRICITE LOT DESAMI ANTAGE POUR SES TRAVAUX
	Enlèvement	LOT ELECTRICITE LOT DESAMI ANTAGE POUR SES TRAVAUX
Ensemble des accès sécurisés	Réalisation	LOT GROS OEUVRE
	Entretien	LOT GROS OEUVRE
	Enlèvement	LOT GROS OEUVRE
Ensemble des accès sécurisés aux bâtiments et toitures	Entretien	TOUTES ENTREPRISES
	Enlèvement	TOUTES ENTREPRISES
Mise en oeuvre des protections collectives et remise en place après chaque intervention	Réalisation	TOUTES ENTREPRISES
	Entretien	TOUTES ENTREPRISES

	Enlèvement	TOUTES ENTREPRISES
Mise en place des protections physiques et du balisage pour la séparation des travaux vis-à-vis des locaux	Réalisation	LOT GROS OEUVRE
	Entretien	LOT GROS OEUVRE
	Enlèvement	LOT GROS OEUVRE
Nettoyage des zones de travaux	Réalisation	TOUTES ENTREPRISES
	Entretien	TOUTES ENTREPRISES
Nettoyage des accès	Réalisation	LOT GROS OEUVRE
	Entretien	LOT GROS OEUVRE
Nettoyage des installations de chantier	Réalisation	LOT GROS OEUVRE LOT DESA MIANTAGE POUR SES TRAVAU X
	Entretien	LOT GROS OEUVRE LOT DESA MIANTAGE POUR SES TRAVAU X
Evacuation des eaux de pluie	Réalisation	LOT GROS OEUVRE LOT DESA MIANTAGE POUR SES TRAVAU X
	Entretien	LOT GROS OEUVRE LOT DESA MIANTAGE POUR SES TRAVAU X
Mise en place des monte-charges	Réalisation	LOT GROS OEUVRE
	Entretien	LOT GROS OEUVRE
	Enlèvement	LOT GROS OEUVRE
Ensemble des moyens sécurité et hygiène pour le retrait de l'amiante	Réalisation	LOT 2 DEMOLITION CURAGE D ESAMANTAGE
	Entretien	LOT 2 DEMOLITION CURAGE D ESAMANTAGE
	Enlèvement	LOT 2 DEMOLITION CURAGE D ESAMANTAGE

EXPLOITATION DU SITE :

Les interventions seront définies en relation avec l'exploitation.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que les travaux s'effectuent sous exploitation. Par conséquent, certaines phases seront effectuées et sécurisées en fonction ;

- Protection de zone vis-à-vis de la poussière, projections, etc...
- Travaux sur charpente couverture hors exploitation,
- Travaux de désamiantage hors exploitation.

Communication :

Le chantier devra être équipé d'un moyen propre de communication à la fois pour les travaux et l'appel des secours (radio, téléphone mobile,...).

SERVITUDES DE PASSAGE ET RIVERAINS :

Maintenir la circulation des piétons et véhicules sécurisés aux abords du chantier. Mettre en place la signalisation suivant le guide du SETRA.

Les entreprises titulaires devront vérifier les gabarits routiers autorisés.

CIRCULATIONS LIEES AU SITE (circulation des usagers et des tiers) :

Des précautions particulières seront à prendre en phase travaux vis-à-vis des voies utilisées par l'exploitant.

La circulation des piétons sur les postes de travail devra être signalé et balisé par les entreprises. Les véhicules devront alors circuler au pas.

EN RÈGLE GÉNÉRALE, RESPECTEZ les prescriptions DU CODE DE LA ROUTE, ainsi que les règles spécifiques ci-après énumérées :

- **LES USAGERS SONT TOUJOURS PRIORITAIRES.**
- **LES VÉHICULES PARTICULIERS SONT INTERDITS SUR LE CHANTIER.**
- **RESPECTEZ** la signalisation temporaire ou permanente en place.
- **RESPECTEZ LA PRIORITÉ AUX ENGINS DE PRODUCTION** (vides ou en charge) ou **DE SERVITUDE.**
- **RESPECTEZ LA PRIORITÉ** aux véhicules de secours ou incendie.
- **ADAPTEZ VOTRE VITESSE** dans le balisage :
- **50 Km/h** sur le chantier,
- **AU PAS** dans les zones de travaux.
- **TOUT DÉPASSEMENT EST INTERDIT.**
- **TOUTE MANŒUVRE HORS DES ZONES BALISÉES EST INTERDITE.**
- **CIRCULATION A CONTRE SENS INTERDITE.**
- **LES ENGINS ET CAMIONS** doivent être équipés de **KLAXON DE RECUL.**

TOUT MANQUEMENT À CES RÈGLES FERA L'OBJET D'UNE EXCLUSION IMMÉDIATE DU CONTREVENANT

EMPRISES DU CHANTIER :

L'emprise chantier doit être fermé à l'aide de barrières grillagées de 2 mètres de haut de type « HERAS » et clavetées entre elles + panneaux "chantier interdit au public", « port du casque obligatoire ».

Dans cette clôture, un portail d'accès sera installé, celui-ci devra être maintenu fermé, et fermé à clef en dehors des heures de travaux.

ACCES AU CHANTIER :

L'accès se fera par l'entrée véhicule du PGHM

Le portail d'accès chantier décrit dito doit être maintenu en position fermé (chantier clos), afin d'interdire tout accès aux personnes non autorisées. Le portail sera fermé à clés en dehors des heures de travaux.

Les entreprises devront mettre en place un accès réservé au seule personne habilitée, munie de la carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics, suivant le Décret n° 2016-175 du 22 février 2016 (voir chapitre 2.3.6).

L'entreprise devra obligatoirement assurer la formation de tout son personnel, y compris le personnel intérimaire, amenés à pénétrer sur le chantier.

Une fiche d'accueil entreprise signée par l'intéressé et à disposition du Coordonnateur S.P.S., servira d'habilitation.

Pour cela elle constituera un livret d'accueil, inclus dans le PPSPS, comportant les consignes de sécurité essentielles :

- consignes de sécurité propres à l'entreprise (poste de travail),
- consignes liées aux secours et au plan de circulation du chantier
- interférences avec les autres entreprises
- organisations des premiers secours et conduite à tenir en cas d'accident,
- ...etc.

Voir chapitre 2.3.6

NATURE DU SOL ET DU SOUS-SOL :

- Pas de contraintes particulières ; voir rapport de sol.

HYDROLOGIE :

- Pas de contraintes particulières ; voir rapport de sol.

RESEAUX EXTERIEURS :

- Le Maître d'Ouvrage a établi la D.T. sous le N° A REALISER PAR MOA le en vue de l'établissement des DICT par les entreprises.

Le Maître d'Ouvrage doit faire la DT (valable 3 mois) et la joindre au DCE avec le numéro nécessaire à l'établissement des futures DICT, comprenant des réseaux classés A.

Si les concessionnaires de réseaux à risque (EDF, GAZ, vapeur, que ce soit en aérien ou enterré) lui ont indiqué des réseaux classés en B ou C, alors le maître d'ouvrage devra engager des sondages en présence des concessionnaires concernés pour localiser précisément les réseaux (plan de récolement fait par l'entreprise réalisant les réseaux).

Réseaux à risques identifiés :

- Présence de réseaux GRDF, ENEDIS et RTE à proximité ; Les distances d'approche aux réseaux devront être évalués avant le début des travaux par les entreprises via les DICT.

Important :

L'entreprise doit désigner des personnes ayant l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) pour les travaux de terrassements.

Pour identifier les lignes électrique aériennes la nuit, l'entreprise titulaire doit ;

- Se rapprocher du concessionnaire afin de connaître la hauteur de la ligne pour pouvoir définir la zone de protection à respecter.
- Mettre en place des panneaux « DANGER » équipé de Triflash.
- Adapté le cas échéant la hauteur de levage des bennes
- Mettre en place le cas échéant des bennes poussoirs.

ENGINS DE GUERRE :

- Voir chapitre 2.3.3 pour toute suspicion.

1.3.3 MANUTENTIONS DES MATERIAUX ET MATERIELS

APPROVISIONNEMENTS :

Livraison de matériaux et éléments de construction :

Les entreprises devront faire connaître la nature sommaire des matériels à stocker, la surface (m²) nécessaire, et le phasage pour leurs opérations.

L'entreprise devra s'efforcer d'optimiser les surfaces demandées.

Veiller à faire figurer sur le Plan des Installation de Chantier.

MOYEN DE LEVAGE ET DE MANUTENTION :

Fournir systématiquement les copies des vérifications de vos engins de levage à jour et les copies d'autorisation de conduite des chauffeurs pour ce chantier.

L'implantation de la grue devra répondre aux dispositions de la réglementation. Des autorisations de survols de la flèche de grue devront être établies avec les exploitants des bâtiments voisins, voies SNCF, etc... et des études de sols devront être réalisées pour les emplacements des grues à tour et/ou mobile.

Voir chapitre 2.3.7

GRUES MOBILES :

La mise en place de grue mobile et/ou sur porteur pourrait être nécessaire pour les manutentions ;

- Les engins et appareils de levage doivent être conforme et avoir été vérifié depuis moins de 6 mois.
- L'entreprise doit également faire des vérifications visuelles chaque jour sur ses équipements.
- L'implantation des moyens de levage sera effectuée suivant les essais de sol (sur la voirie existante).
- Les zones d'évolution des charges seront interdites au-dessus de toute circulation et lieu d'hygiène du chantier.

Voir chapitre 1.4.10.1 « LEVAGE », chapitre 2.4.7 et chapitre 2.3.7

GRUES A TOUR :

La mise en place de la grue à tour fera l'objet d'une mise en commun des moyens de levage sur l'opération ;

- La grue à tour aura une vérification de mise en service sur le chantier et ensuite des vérifications annuelles.
- L'entreprise doit également faire des vérifications visuelles chaque jour sur ses équipements.
- L'implantation des moyens de levage sera effectuée suivant les essais de sol (sur la voirie existante).
- Les zones d'évolution des charges seront interdites au-dessus de toute circulation et lieu d'hygiène du chantier.

Voir chapitre 1.4.10.1 « LEVAGE », chapitre 2.4.7 et chapitre 2.3.7.

1.4 MESURES DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE PRISES PAR LE CSPS

1.4.1 DEPLACEMENT CHANTIER

CIRCULATIONS HORIZONTALES :

Des restrictions de circulation et d'installation devront être imposées aux entreprises de travaux.

- L'ensemble des circulations horizontales doivent être maintenues propres et sécurisées.
- Protections périphériques collectives obligatoires pour les travaux en hauteur (lisses + sous lisses + plinthes) suivant la réglementation.
- L'entreprise veillera à sécuriser les cheminements de son personnel de façon à séparer physiquement les circulations des engins et des travailleurs.
- La présence de piétons dans les zones de circulations réservées aux engins ou véhicules est interdite.
- La circulation publique est prioritaire sur la circulation de chantier.

CIRCULATIONS VERTICALES :

- Pas d'accès à plus de 3 mètres avec une échelle. Prévoir des tours d'escalier pour les accès au-delà de 3m.
- L'entreprise analysera la mise en place d'un échafaudage, celui-ci sera contrôlé et un procès-verbal de réception sera établi.
- L'entreprise aménagera un accès sécurisé à l'échafaudage.

1.4.2 SIGNALISATIONS

SIGNALISATION DES ACCES :

- Mise en place des panneaux réglementaires sur les voiries.
- Accès chantier, à maintenir, fermé comme expliqué dito, et interdisant tout accès aux personnes non autorisée (Panneaux « chantier interdit au public » et « Port des obligatoire des EPI »).
- STOP à mettre en place en sortie de chantier.

SIGNALISATION DES ZONES DE STOCKAGE :

Barrières grillagées de 2 mètres de haut si en dehors de l'emprise chantier d'origine.

Les zones de stockage devront être balisées, et elles devront être nettoyées avant la fin des travaux.

SIGNALISATION DES POINTS PARTICULIERS :

Le stockage des déchets à risques (amiante ou autres) doit être réalisé à l'écart et clôturé avec la signalisation du produit.

SIGNALISATION DES TRAVERSEES ENTRE LE CHANTIER ET LES VOIES PUBLIQUES :

Mise en place de la signalisation réglementaire suivant le guide du SETRA.

MAINTENANCE DE LA SIGNALISATION :

A la charge des entreprises suivant le chapitre 1.3.

1.4.3 ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGE

Livraison de matériaux et éléments de construction :

Les entreprises devront faire connaître la nature sommaire des matériels à stocker, la surface (m²) nécessaire, et le phasage pour leurs opérations.

L'entreprise devra s'efforcer d'optimiser les surfaces demandées.

Veiller à faire figurer sur le Plan des Installation de Chantier.

1.4.4 PROTECTIONS COLLECTIVES

- Chaque entreprise fournira et mettra en place les protections collectives provisoires (trémies, garde-corps, mains courantes) nécessaires à la réalisation de ses travaux.
- L'entreprise doit proposer dans son offre un système de protections collectives permettant d'éviter tout risque de chute de hauteur tout au long du chantier et limitant les interventions sur ceux-ci.
- Protections périphériques collectives obligatoires pour les travaux en hauteur (lisses + sous lisses + plinthes) suivant la réglementation.
- Mise en place de filets en sous face pour les travaux de couvertures.

Voir chapitre 2.4.4.

1.4.5 PROTECTIONS INDIVIDUELLES

- Le personnel utilisant des protections individuelles (harnais) pour la mise en place des protections collectives devra être habilité à ce type d'intervention.
 - L'entreprise devra établir une analyse de risque spécifique tant à l'utilisation de cet équipement.
- Voir chapitre 2.4.5.

1.4.6 INSTALLATIONS ELECTRIQUES

- Voir possibilité de branchements, pour les installations de chantier décrite dito, sur site avec le concessionnaire et/ou la mairie.
 - L'entreprise titulaire aura à sa charge des branchements provisoires de chantier (eau/électricité).
- Voir chapitre 2.4.6.

1.4.7 DISPOSITIONS RELATIVES AUX EQUIPEMENTS

- Les Groupes Électrogènes seront obligatoirement reliés à la terre.
- Équipements des engins travaillant en reculant : Les engins travaillant en reculant (ex : balayeuse) doivent être équipés de radar de recul avec alerte sonore au chauffeur, en plus du klaxon de recul et de la caméra avec vision de nuit.

1.4.8 PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES

POUSSIÈRE ET GAZ NOCIFS

Les entrepreneurs devront prendre toutes les dispositions afin de traiter à la source les émissions de poussières ou gaz nocifs lors des travaux.

Masques antipoussières P3 minimum pour les dégagements de poussières liées à toutes interventions. Toute personne générant de la poussière doit être équipée de masque P3 minimum.

En plus des équipements décrits ci-dessus au chapitre 1.4.7 le poste de rabotage doit être équipé de 2 types de masques :

- Masques antipoussières P3 minimum pour les dégagements de poussières liées au rabotage de la couche de roulement.
- Si présence de colle EPOXY au niveau de joint de chaussée, le port de masques protégeant des Composés Organiques Volatils (COV) seront nécessaires (exemple : masques à charbon actif).

AMIANTE

Travaux réalisés par LOT désamiantage selon diagnostic

PLOMB

voir rapport

HAP

Les recherches HAP réalisés par le Maître d'ouvrage

CONCLUSION

--> Voir décret 2012-639 du 04/05/2012 et arrêtés du 19/08/2011 et 14/08/2012.

1.4.9 MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS

- Les travaux superposés entre les entreprises et les éventuels sous-traitants ne seront pas possible. Les entreprises devront organiser leurs planning afin d'intervenir successivement.
- Il est à noter toutefois que des décalages dus à des retards dans les travaux prévus peuvent engendrer des situations à risques.
- Il appartient aux entrepreneurs d'informer le maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS en cas de décalage de planning entraînant des risques d'interaction (superposition des tâches notamment).
- Pas de Co activité possible pendant les travaux de désamiantage.
- Pas de Co activité possible pendant les travaux de charpente couverture.



MESURES GENERALES DE PROTECTION IMPOSEES AUX ENTREPRENEURS :

Rappel des risques particuliers suivant l'arrêté du 25/02/2003 pris pour l'application de l'article L3532-8 du code du travail :

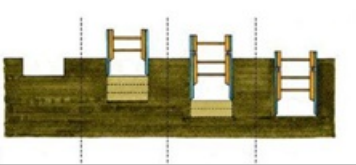
CHUTE DE HAUTEUR
ENSEVELISSEMENT OU ENLISEMENT
SUBSTANCE CHIMIQUE OU AGENT BIOLOGIQUE
AMIANTE
RADIATIONS
ELECTROCUTION OU ELECTRISATION
NOYADE
CONFINEMENT
PLONGEE APPAREILLEE
HYPERBARE
DEMOLITION
EXPLOSIFS
LEVAGE
ELEMENTS PREFABRIQUES

Risques particuliers concernés :

CHUTE DE HAUTEUR
ENSEVELISSEMENT OU ENLISEMENT
SUBSTANCE CHIMIQUE OU AGENT BIOLOGIQUE
AMIANTE
RADIATIONS
ÉLECTROCUTION OU ÉLECTRISATION
CONFINEMENT
DÉMOLITION
LEVAGE
ÉLÉMENTS PRÉFABRIQUÉS

Risques Particuliers :	Moyens de prévention :	Travaux spécifiques : (Voir chapitre 1.4.10.2)
ELECTROCUTION ELECTRISATION	<ul style="list-style-type: none"> ● TRAVAUX D'ORDRE NON ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRIQUE : Application de l'UTE C 18-510. ● OPÉRATIONS D'ORDRE NON ÉLECTRIQUE : Les opérations d'ordre non électrique effectuées sur ou au voisinage des ouvrages électriques peuvent être confiées à des personnes non qualifiées dans le domaine électrique mais ayant reçues une formation à la sécurité électrique et habilitées à cet effet ou placées sous la surveillance d'un surveillant de sécurité électrique. ● OPÉRATIONS D'ORDRE ÉLECTRIQUE : Les opérations d'ordre électrique effectuées sur les ouvrages électriques doivent être confiées à des personnes qualifiées. <p>Nota :</p> <p>Domaine BT : Le personnel d'exécution de l'entreprise doit posséder une habilitation B1 au minimum pour les travaux hors tension (B1V au voisinage et B1T sous tension)</p> <p>Domaine HT : Le personnel d'exécution de l'entreprise doit posséder une habilitation H1 au minimum pour les travaux hors tension (H1V au voisinage et H1T sous tension)</p>	Consignations Risques des travaux sur l'eau Autres risques particuliers
CHUTE DE HAUTEUR	<p>Outre les dispositions réglementaires, qui lui sont applicables, l'entrepreneur devra se conformer aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Toute dénivellation d'un poste de travail ou d'une aire de circulation du personnel présentant un risque, doit être équipée d'une protection collective contre les chutes de hauteur (garde-corps rigides répondant aux dispositions de l'article R4323-58 à 61 du décret n°2008-244 du 07/03/08). Les entreprises concernées proposeront une évaluation des risques si elles ne peuvent pas installer les dispositions de l'article R 4323-58 qui s'impose par défaut. ● L'usage d'une échelle comme poste de travail ; sera rigoureusement interdit. Pour toutes les interventions ponctuelles jusqu'à 3 mètres de hauteur, il sera prescrit l'utilisation de plates-formes de travail roulantes. ● Au-delà de 3 mètres de hauteur, l'utilisation d'échafaudage ou de plates-formes fixes, ou d'élévateur de personnel sera prescrite. ● Il est rappelé que le recours à la protection individuelle contre les chutes de hauteur (harnais) ne peut être admis que : <ul style="list-style-type: none"> ○ Pour le cas de travaux non répétitifs ○ Pour la pose et la dépose des protections collectives ○ Les accès aux postes de travail en hauteur devront être réalisés comme suit : <ul style="list-style-type: none"> ● Hauteur inférieure à 3 m : l'emploi d'une échelle est toléré ● Hauteur supérieure à 3 m : l'entreprise précisera les moyens qu'elle compte utiliser en accord avec le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur. <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div style="text-align: center;">  <p>garde corps sécurisé</p> </div> <div style="text-align: center;">  <p>ligne de vie + harnais</p> </div> </div>	Travaux de maçonnerie (Coffrage, ferraillage, bétonnage, ...) Travaux de charpente Travaux de couverture Travaux d'étanchéité en toiture Travaux de façade Echafaudages Chambres et regards de visite Réalisation de fondations profondes Autres risques particuliers

AMIANTE	<ul style="list-style-type: none"> • Tout bâtiment dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997 doit faire l'objet de diagnostics amiante avant travaux et/ou démolition. <p>L'article L.4412-2 du code du travail précise pour l'ensemble des ouvrages : (Créé par la loi n°2016-1088 du 8 août 2016) « En vue de renforcer le rôle de surveillance dévolu aux agents de contrôle de l'inspection du travail, le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles y font rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante. Cette recherche donne lieu à un document mentionnant, le cas échéant, la présence, la nature et la localisation de matériaux ou de produits contenant de l'amiante. Ce document donne lieu à un document mentionnant, le cas échéant, la présence, la nature et la localisation de matériaux ou de produits contenant de l'amiante. Ce document est joint aux documents de la consultation remis aux entreprises candidates ou transmis aux entreprises envisageant de réaliser l'opération »</p> <ul style="list-style-type: none"> • Suivre les procédures édictées dans le document N° ED 6091 de l'INRS (consultable sur Internet). • Le personnel de l'entreprise devra être habilité aux travaux et devra être suivi spécifiquement par la médecine du travail de celle-ci. 	Travaux en présence de matériaux amiantés et retrait Autres risques particuliers
CONFINEMENT	<ul style="list-style-type: none"> • Les entreprises doivent mettre en place un système d'identification du nombre de personne présente dans l'ouvrage. • Radio chantier obligatoire à l'intérieur de l'ouvrage. • Intervention à 2 personnes minimum. • Si l'espace est étroit, il sera nécessaire de mettre en place un fil d'ariane. • Le personnel doit être équipé d'EPI spécifiques dont le détecteur 4 gaz, la lampe torche, etc.. • Le personnel doit avoir les vaccinations nécessaires pour les interventions dans les égouts. 	Chambres et regards de visite Autres risques particuliers
CHIMIQUES BIOLOGIQUES	<ul style="list-style-type: none"> • Tous travaux dont la nature fait apparaître des substances chimiques, l'entreprise prendra soin de se référer au FDS, fiche sécurité INRS, ou autre source de référence, afin de mettre en place les mesures adéquates de protection (individuel et collective) pour ses intervenants et les populations. • Une information spécifique et un suivi médical de son personnel devra être mise en place. • Tous les déchets générés, stockage, etc. devront être étudiés afin de limiter la dissémination des produits. • Pour l'utilisation de produit chimique, l'entreprise prend en compte les points suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Son utilisation sera justifiée. - L'entreprise signalera ses travaux lors de la réunion de chantier. - L'entreprise devra joindre les FDS dans son PPSPS. - L'entreprise respectera les instructions du fabricant (prescription, port des EPI spécifique, formation des intervenants ...). - L'entreprise organisera son travail afin de limiter les gênes pour les autres intervenants, par exemple pour des produits dégazant : aération des locaux, mise en place d'extracteur, périmètre de sécurité interdit pour les autres intervenants, isolement des zones en travaux, décalage des travaux dans les horaires plus tardifs, ou tout autre moyen nécessaire. 	Chambres et regards de visite Autres risques particuliers

<p>ENSEVELISSEMENT ENLISEMENT</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le terrassement en pleine masse sera étudié afin d'avoir un talutage périphérique de rapport 3/2. Si le rapport doit être plus vertical pour des raisons d'espace de travail, l'étude devra prendre en compte le dossier géotechnique afin de déterminer une pente de fouille compatible avec la stabilité du sol à La mise en place d'une stabilisation sur le talutage sera effectuée si nécessaire (grillage, ancrages, béton projeté, etc...) Prévoir un espace suffisant pour la circulation entre le talutage sécurisé et le pied des banches. <p>En ce qui concerne notamment les travaux de pose des réseaux d'assainissement, les fouilles en tranchées seront protégées conformément aux dispositions réglementaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> Toute fouille sera signalée et entourée. Le blindage des fouilles, si nécessaire, sera exécuté conformément au Décret du 01/09/2004 modifié. Les fouilles d'une profondeur supérieure à 1,30 ml et d'une largeur égale ou inférieure aux 2/3 de la profondeur, seront blindées. Les parois des fouilles en tranchées autres que celles qui sont visées à l'alinéa précédent, ainsi que les parois des fouilles en excavation ou en butte, doivent être aménagées, eu égard à la nature et à l'état des terres, de façon à prévenir les éboulements. Si cette condition n'est pas remplie, des blindages, étrésillons ou des étais appropriés à la nature et à l'état des terres doivent être mis en place. Ces mesures de protection prescrites ne doivent pas être réduites ou supprimées lorsque les terrains sont gelés sous l'influence des conditions atmosphériques. Un blindage sera également mis en place pour toute fouille d'une profondeur inférieure à 1,30 ml si les matériaux rencontrés n'ont pas une cohésion suffisante pour assurer leur stabilité. Pour le cas de protection par "talutage" des parois de la fouille, l'inclinaison des parois, par rapport à l'horizontale, ne devra pas être supérieure à un rapport 3/2. Les fouilles en tranchées, d'une profondeur supérieure à 4 mètres, devront être l'objet d'une étude spécifique, qui sera soumise à l'agrément du Maître d'Œuvre. Les fouilles et tranchées laissées ouvertes seront balisées impérativement. Les fouilles en tranchées seront remblayées au plus tôt. Les regards d'assainissement seront maintenus fermés, même en phase provisoire.  <p>Exemple protections de fouilles</p>	<p>Réalisation de fondations profondes Autres risques particuliers</p>
<p>RADIATIONS</p>	<ul style="list-style-type: none"> Faire une cartographie des zones de tirs, et évaluation des doses intégrées prévisionnelles. Transmettre les coordonnées de la PCR et la cartographie au MO, MOE, CSPS. Prévoir une emprise de chantier spécifique pour les travaux par pose des balisages et identification spécifique au travail de radiologue (tri secteur). La société s'assure de ne pas exposer les tiers (population & intervenant) au-delà des seuils réglementaires. Vérifier l'absence de personnel avant les tirs. Pas de coactivité, phasage des tirs à des horaires après la débauche des personnels. Adapter la puissance de la source RI au travail à faire (géographie, nombre et diamètre des soudures, ...). Privilégier les tirs avec collimateurs et préférer dès que possible des tirs vers des structures faisant écrans. Dans le cas tirs « longs » ou campagne de tir, pouvant présenter des risques d'expositions pour des tiers, mettre en place des écrans (Pb). Arrêt des tirs à la présence de tiers entrant dans les zones balisées, prévenir le MO, MOE, CSPS. Respect des procédures et législations, vis-à-vis du transport des sources RI. Source RI, arrimée dans le véhicule avec plaque d'identification dessus. Papier administratif à jour pour la source RI, et du contrôle des matériels (gainés d'éjection, manivelle ...). Intervenants habilités avec suivi médical. Port exemplaire par les radiologues de la dosimétrie active et passive. Pour tout incident de source, prévenir les autorités, exploitant, MOE, MO, CSPS. Au besoin faire la consignation par l'exploitant des détecteurs de rayonnement des installations. 	<p>Autres risques particuliers</p>
<p>LEVAGE</p>	<ul style="list-style-type: none"> Voir chapitre 2.3.7 L'implantation des moyens de levage sera effectuée suivant les essais de sol Les zones d'évolution des charges seront interdites à toute circulation et lieu d'hygiène du chantier. Voir code de travail et notamment les articles R4323-19 et suivant. 	<p>Autres risques particuliers</p>




ELEMENTS PREFABRIQUES	<ul style="list-style-type: none"> ● ÉLÉMENTS PRÉFABRIQUÉS BÉTON : Les éléments préfabriqués en béton (corniches, poteaux,...) devront comporter des pièces d'ancrage intégrées (ancres "ARTEON", douilles "VEMO", anneaux fer doux, réservations pour pinces,...) permettant leur manutention par des engins de levage sans risque de chute ainsi que leur fixation immédiate afin d'éviter tout basculement. Les prédalles seront équipées de gardes corps pour leurs mises en place, et ceux-ci seront laissés en place tant que le risque de chute subsiste à leurs extrémités. <p>Mise en place des protections collectives à l'avancement par les entreprises concernées (trémies, baies, rives de dalles, acrotères < 1 mètre, etc....) à Celles-ci seront retirées après disparition du risque de chute.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● La mise en place d'éléments préfabriqués nécessite une procédure afin de définir leur stabilité provisoire. 	Autres risques particuliers
DEMOLITION	<ul style="list-style-type: none"> ● Plans de repérage des démolitions concernées. ● Validation par le bureau de contrôle de la stabilité des ouvrages en phase provisoire. ● Modes opératoires précis et détaillés avec représentation graphique de l'ensemble des phases des démolitions y compris évacuation des gravats. ● Travaux réalisés sous contrôle d'accès. Présence unique de l'entreprise de démolition sur le chantier (évacuation de toute autre entreprise présente sur les lieux). ● Désignation d'une personne responsable chargée de la sécurité, présente en permanence sur le site : interlocuteur unique équipé d'un téléphone portable. ● Rappel : port des protections individuelles de sécurité en permanence pour toutes les équipes (casques, chaussures de sécurité, lunettes, gants, masques anti poussières, protections auditives, et gilets rétro réfléchissants). ● L'entreprise prendra toute disposition afin de limiter le bruit et la poussière. Pour minimiser les poussières lors de la démolition des murs, il est souhaitable qu'il soit mis en place un système de brumisation. 	Autres risques particuliers




Travaux spécifiques (* : Risques particuliers ; se reporter au chapitre 1.4.10.1)	Moyens de prévention à étudier dans le PPSPS :	Qui crée le risque :	A la charge de :
CONSIGNATIONS RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE : ELECTROCUTION ELECTRISATION *	<ul style="list-style-type: none"> Le Maître d'Ouvrage fera consigner les réseaux concernés avant les travaux, si certains doivent rester en service, un système de protection et de signalisation sera mis en place. Un certificat de consignation sera remis aux entreprises, avec copie au Maître d'œuvre et Coordonnateur Sécurité. 	LOT ELECTRICITE	LOT ELECTRICITE
TRAVAUX DE MAÇONNERIE (COFFRAGE, FERRAILLAGE, BÉTONNAGE, ...) RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE : CHUTE DE HAUTEUR * Chute d'objet Empalement Écrasement Chute de plain-pied	<ul style="list-style-type: none"> Pour les travaux de coffrage, ferrailage et bétonnage les manutentions se feront à l'aide de palonniers et de cordages. Les abords devront être en parfait état. Si ce n'était pas le cas, les entreprises concernées procéderont au nivelage et nettoyage de ceux-ci. Tous les aciers en attente seront soit crossés, soit protégés. <p>L'ensemble des ferrillages seront conçus et réalisés de façon à éliminer pour le personnel tout risque de blessure pénétrante. Dans ce but seront préférées les solutions rendant inoffensives les armatures. A défaut, pourront être adaptées des solutions par crossage ou par protection physique (capots, bouchons,...). Les postes de ferrailage devront être étudiés du point de vue des accès, des manutentions et des protections contre les chutes de hauteur.</p>	LOT GROS OEUVRE	LOT GROS OEUVRE
TRAVAUX DE CHARPENTE RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE : CHUTE DE HAUTEUR * Écrasement	<ul style="list-style-type: none"> IMPORTANT : Aucun mouvement de pièces de charpente ne pourra se faire en présence d'autre personne dans le bâtiment concerné (travaux superposés interdit). Les entreprises concernées devront utiliser des plateformes de travail adaptées et sécurisées pour le montage de la charpente. Les entreprises concernées devront mettre en place toutes autres protections collectives nécessaires au bon déroulement de ses travaux : Garde-corps, lignes de vie, ancrages, etc.... à Les lignes de vie et ancrages nécessitent un contrôle avant mise en service. L'emploi d'échelle est interdit pour le montage des poutres. Le phasage des travaux devra éviter la présence d'autres ateliers de travail sous la charpente pendant la pose de celle-ci. 	LOT CHARPENTE	LOT CHARPENTE
TRAVAUX DE COUVERTURE RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE : CHUTE DE HAUTEUR *	<ul style="list-style-type: none"> Garde-corps périphériques contre les chutes de personnes à la charge des entreprises concernées pour les toitures terrasses. Garde-corps de bas de pente et de rives, et mise en place de filets en sous face contre les chutes de personnes à la charge des entreprises concernées pour les toitures rampantes. Accès aux toitures par échafaudage de pieds à la charge des entreprises concernées. Les entreprises concernées devront mettre en place toutes autres protections collectives nécessaires au bon déroulement de ses travaux : Gardes corps, lignes de vie, ancrages, etc.... --> Les lignes de vie et ancrages nécessitent un contrôle avant mise en service. Les protections devront rester en place tant que des entreprises ont à intervenir sur la toiture. La dépose des garde-corps ne pourra se faire qu'après accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur. La circulation des échafaudages se fera en périphérie du bâtiment. L'entreprise devra donc vérifier que le support est en bon état. 	LOT COUVERTURE ZINGUERIE ETANCHEITE	LOT COUVERTURE ZINGUERIE ETANCHEITE




<p>TRAVAUX D'ÉTANCHÉITÉ EN TOITURE</p> <p><u>RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE :</u></p> <p>CHUTE DE HAUTEUR *</p> <p>Incendie</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Garde-corps périphériques contre les chutes de personnes à la charge des entreprises concernées à maintenir en place. ● Accès à la toiture à la charge des entreprises concernées à maintenir en place. ● Les entreprises concernées devront mettre en place toutes les protections collectives nécessaires au bon déroulement de ses travaux : Gardes corps, lignes de vie, ancrages, etc.... --> Les lignes de vie et ancrages nécessitent un contrôle avant mise en service. ● Les protections devront rester en place tant que des entreprises ont à intervenir sur la toiture. La dépose des garde-corps ne pourra se faire qu'après accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur. ● La pose des échafaudages se fera en périphérie du bâtiment. L'entreprise devra donc vérifier que le support est en bon état. 	<p>LOT COUVERTURE ZINGUERIE ETANCHEITE</p>	<p>LOT COUVERTURE ZINGUERIE ETANCHEITE</p>
<p>TRAVAUX DE FAÇADE</p> <p><u>RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE :</u></p> <p>CHUTE DE HAUTEUR *</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Mise en place d'un échafaudage ; les entreprises concernées feront faire un contrôle de celui-ci et établira avec les intervenants pouvant l'utiliser un procès verbal de réception. Celui-ci devra être conforme à la réglementation en vigueur. ● Les entreprises concernées devront mettre en place toutes les protections collectives nécessaires au bon déroulement de ses travaux : Gardes corps, lignes de vie, ancrages, etc.... --> Les lignes de vie et ancrages nécessitent un contrôle avant mise en service. ● Les protections devront rester en place tant que des entreprises ont à intervenir sur la façade. La dépose des échafaudages ne pourra se faire qu'après accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur. ● La pose des échafaudages se fera en périphérie du bâtiment. L'entreprise devra donc vérifier que le support est en bon état. 	<p>LOT MENUISERIES EXTERIEURES</p>	<p>LOT MENUISERIES EXTERIEURES</p>
<p>ECHAFAUDAGES</p> <p><u>RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE :</u></p> <p>CHUTE DE HAUTEUR *</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● L'entrepreneur concerné met en place l'échafaudage pour l'ensemble des travaux extérieurs. Il fera contrôler l'échafaudage et établira avec les autres intervenants un procès verbal de réception. Celui-ci devra être conforme à la réglementation en vigueur, répondre aux dispositions du CCTP et du présent PGCSPS. Les entreprises doivent entretenir l'ensemble de l'échafaudage et faire intervenir l'entrepreneur concerné pour tous travaux sur les éléments de l'échafaudage. Celui-ci doit également : <ul style="list-style-type: none"> - Être équipé d'un filet de protection et sapine d'accès. - Auvent de protection à prévoir en couverture du passage des entrées. - L'échafaudage ne devra pas entraver les accès. L'entrepreneur aura à sa charge toutes sujétions d'adaptation nécessaire. - L'échafaudage devra être équipé de systèmes permettant d'interdire son accès, avec notamment des barrières grillagées en pied d'échafaudage. <div data-bbox="438 1220 702 1550" data-label="Image"> </div> <p>exemple d'échafaudage</p>	<p>TOUTES ENTREPRISES UTILISATRICES</p>	<p>TOUTES ENTREPRISES UTILISATRICES</p>

<p>TRAVAUX EN PRÉSENCE DE MATÉRIAUX AMIANTÉS ET RETRAIT</p> <p><u>RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE :</u></p> <p>AMIANTE *</p>	<p>Travaux en présence de matériaux amiantés:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Suivre les procédures édictées dans le document N° ED 6091 de l'INRS • Pour tous travaux en présence de matériaux amiantés l'entreprise concernée doit établir une « procédure d'intervention en présence de matériaux amiantés » et la diffuser au MO, MOE et CSPS. Après validation par le médecin du travail l'entreprise doit l'envoyer à l'Inspection du Travail au moins 30 jours avant le début des travaux. Le personnel de l'entreprise doit être suivi spécifiquement par la médecine du travail de celle-ci. • Le personnel affecté doit obligatoirement être habilité aux travaux en présence de matériaux amiantés. <p>Travaux de retrait de matériaux amiantés:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Suivre les procédures édictées dans le document N° ED 6091 de l'INRS • Le personnel de l'entreprise devra être habilité aux travaux de retrait d'amiante et devra être suivi spécifiquement par la médecine du travail de celle-ci. • L'entreprise, dès qu'elle a connaissance de la notification de son marché, doit établir un plan de retrait et l'envoyer à l'inspection du travail après validation par le Médecin du Travail au moins 30 jours avant le début de la dépose. • La dépose du matériau doit être complète, sans découpage, ni destruction. • L'intervention de l'entreprise titulaire doit se faire sans coactivité. • Prendre connaissance des prescriptions particulières des travaux de démolition. <p>--> Voir décret 2012-639 du 04/05/2012 et arrêtés du 19/08/2011 et 14/08/2012.</p>	<p>LOT 2 DEMOLITION CURAGE DESAMIANTAGE</p>	<p>LOT 2 DEMOLITION CURAGE DE SAMANTAGE</p>
<p>CHAMBRES ET REGARDS DE VISITE</p> <p><u>RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE :</u></p> <p>CHUTE DE HAUTEUR *</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les chambres et regards en attente de mise à la cote devront être balisés et fermés par des tampons provisoires ou les tampons définitifs si possible. • L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter le recours à la manutention manuelle. • Les pelles mécaniques réalisant des travaux de levage (pose d'éléments préfabriqués) seront équipées de clapets anti-retour et seront vérifiées comme appareil de levage. • La manutention manuelle des bordures, tampons de regard, éléments préfabriqués, ..., se fera à l'aide de pinces ou des aides mécaniques adaptées. • Lorsque le recours à la manutention manuelle ne peut-être évitée, la charge maximale à manutentionner d'une façon habituelle doit respecter la réglementation en vigueur et notamment l'article R4541-9 du code du travail. • Une formation pratique sur les gestes et postures doit être donnée au personnel devant porter fréquemment des charges. 	<p>LOT 1 VRD TERRASSEMENT</p>	<p>LOT 1 VRD TERRASSEMENT</p>
<p>CHAMBRES ET REGARDS DE VISITE</p> <p><u>RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE :</u></p> <p>CHUTE DE HAUTEUR * CONFINEMENT *</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les chambres et regards en attente de mise à la cote devront être balisés et fermés par des tampons provisoires ou les tampons définitifs si possible. • L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter le recours à la manutention manuelle. • Les pelles mécaniques réalisant des travaux de levage (pose d'éléments préfabriqués) seront équipées de clapets anti-retour et seront vérifiées comme appareil de levage. • La manutention manuelle des bordures, tampons de regard, éléments préfabriqués, ..., se fera à l'aide de pinces ou des aides mécaniques adaptées. • Lorsque le recours à la manutention manuelle ne peut-être évitée, la charge maximale à manutentionner d'une façon habituelle doit respecter la réglementation en vigueur et notamment l'article R4541-9 du code du travail. • Une formation pratique sur les gestes et postures doit être donnée au personnel devant porter fréquemment des charges. 	<p>LOT 1 VRD TERRASSEMENT</p>	<p>LOT 1 VRD TERRASSEMENT</p>

<p>CHAMBRES ET REGARDS DE VISITE</p> <p><u>RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE :</u></p> <p>CHUTE DE HAUTEUR * CONFINEMENT * CHIMIQUES BIOLOGIQUES *</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les chambres et regards en attente de mise à la cote devront être balisés et fermés par des tampons provisoires ou les tampons définitifs si possible. L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter le recours à la manutention manuelle. Les pelles mécaniques réalisant des travaux de levage (pose d'éléments préfabriqués) seront équipées de clapets anti-retour et seront vérifiées comme appareil de levage. La manutention manuelle des bordures, tampons de regard, éléments préfabriqués, ..., se fera à l'aide de pinces ou des aides mécaniques adaptées. Lorsque le recours à la manutention manuelle ne peut-être évitée, la charge maximale à manutentionner d'une façon habituelle doit respecter la réglementation en vigueur et notamment l'article R4541-9 du code du travail. Une formation pratique sur les gestes et postures doit être donnée au personnel devant porter fréquemment des charges. 	<p>LOT 1 VRD TERRASSEMENT</p>	<p>LOT 1 VRD TERRASSEMENT</p>
<p>RISQUES DES TRAVAUX SUR L'EAU</p> <p><u>RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE :</u></p> <p>ELECTROCUTION ELECTRISATION *</p>	<ul style="list-style-type: none"> Voir article R4534-136 du code du travail. L'entreprise s'informerait auprès de la DDT afin de connaître les risques et les moyens éventuels à mettre en place. Chaque soir et le week-end, le chantier devra être sécurisé (rangement des matériels) Les entreprises utiliseront de préférence des outils pneumatiques (matériels thermique interdit). Pour les outils électriques : <p>Application des normes suivantes : Classe de protection des appareils : NFC 20-030 Indice de Protection : NFEN 71529 et NFEN50102</p>	<p>LOT 1 VRD TERRASSEMENT</p>	<p>LOT 1 VRD TERRASSEMENT</p>
<p>RÉALISATION DE FONDATIONS PROFONDES</p> <p><u>RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE :</u></p> <p>CHUTE DE HAUTEUR *</p> <p>Écrasement</p>	<ul style="list-style-type: none"> Pour la mise en œuvre de tube à vibro-foncer, il est nécessaire de faire un avant trou pour le mettre en fiche et vérifier la verticalité du tube Laisser le tubage dépasser de 1 mètre au-dessus du sol pour faire office de garde-corps (protection collective) Interdire au moment de l'enlèvement de la gaine, le suivi de l'arase supérieure du tube sans moyen de levage dûment vérifié, Après le recépage, mettre des protections sur les fers en attentes, Prohiber les échelles. 	<p>LOT 1 VRD TERRASSEMENT</p>	<p>LOT 1 VRD TERRASSEMENT</p>
<p>RÉALISATION DE FONDATIONS PROFONDES</p> <p><u>RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE :</u></p> <p>CHUTE DE HAUTEUR * ENSEVELISSEMENT ENLÈVEMENT *</p> <p>Écrasement</p>	<ul style="list-style-type: none"> Pour la mise en œuvre de tube à vibro-foncer, il est nécessaire de faire un avant trou pour le mettre en fiche et vérifier la verticalité du tube Laisser le tubage dépasser de 1 mètre au-dessus du sol pour faire office de garde-corps (protection collective) Interdire au moment de l'enlèvement de la gaine, le suivi de l'arase supérieure du tube sans moyen de levage dûment vérifié, Après le recépage, mettre des protections sur les fers en attentes, Prohiber les échelles. 	<p>LOT 1 VRD TERRASSEMENT</p>	<p>LOT 1 VRD TERRASSEMENT</p>
<p>AUTRES RISQUES PARTICULIERS</p> <p><u>RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE :</u></p> <p>CHUTE DE HAUTEUR *</p>	<p>--> voir RISQUES PARTICULIERS chapitre 1.4.10.1 du PGCSPPS.</p>		

<p>AUTRES RISQUES PARTICULIERS</p> <p><u>RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE :</u></p> <p>CHUTE DE HAUTEUR * ENSEVELISSEMENT ENLISEMENT *</p>	<p>--> voir RISQUES PARTICULIERS chapitre 1.4.10.1 du PGCSPS.</p>	 	
<p>AUTRES RISQUES PARTICULIERS</p> <p><u>RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE :</u></p> <p>CHUTE DE HAUTEUR * ENSEVELISSEMENT ENLISEMENT * CHIMIQUES BIOLOGIQUES *</p>	<p>--> voir RISQUES PARTICULIERS chapitre 1.4.10.1 du PGCSPS.</p>		
<p>AUTRES RISQUES PARTICULIERS</p> <p><u>RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE :</u></p> <p>CHUTE DE HAUTEUR * ENSEVELISSEMENT ENLISEMENT * CHIMIQUES BIOLOGIQUES * AMIANTE *</p>	<p>--> voir RISQUES PARTICULIERS chapitre 1.4.10.1 du PGCSPS.</p>		
<p>AUTRES RISQUES PARTICULIERS</p> <p><u>RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE :</u></p> <p>CHUTE DE HAUTEUR * ENSEVELISSEMENT ENLISEMENT * CHIMIQUES BIOLOGIQUES * AMIANTE * RADIATIONS *</p>	<p>--> voir RISQUES PARTICULIERS chapitre 1.4.10.1 du PGCSPS.</p>		

<p>AUTRES RISQUES PARTICULIERS</p> <p><u>RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE :</u></p> <p>CHUTE DE HAUTEUR * ENSEVELISSEMENT ENLISEMENT * CHIMIQUES BIOLOGIQUES * AMIANTE * RADIATIONS * ELECTROCUTION ELECTRISATION *</p>	<p>--> voir RISQUES PARTICULIERS chapitre 1.4.10.1 du PGCSPS.</p>	 	
<p>AUTRES RISQUES PARTICULIERS</p> <p><u>RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE :</u></p> <p>CHUTE DE HAUTEUR * ENSEVELISSEMENT ENLISEMENT * CHIMIQUES BIOLOGIQUES * AMIANTE * RADIATIONS * ELECTROCUTION ELECTRISATION * CONFINEMENT *</p>	<p>--> voir RISQUES PARTICULIERS chapitre 1.4.10.1 du PGCSPS.</p>		
<p>AUTRES RISQUES PARTICULIERS</p> <p><u>RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE :</u></p> <p>CHUTE DE HAUTEUR * ENSEVELISSEMENT ENLISEMENT * CHIMIQUES BIOLOGIQUES * AMIANTE * RADIATIONS * ELECTROCUTION ELECTRISATION * CONFINEMENT * LEVAGE *</p>	<p>--> voir RISQUES PARTICULIERS chapitre 1.4.10.1 du PGCSPS.</p>		

<p>AUTRES RISQUES PARTICULIERS</p> <p><u>RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE :</u></p> <p>CHUTE DE HAUTEUR * ENSEVELISSEMENT ENLISEMENT * CHIMIQUES BIOLOGIQUES * AMIANTE * RADIATIONS * ELECTROCUTION ELECTRISATION * CONFINEMENT * LEVAGE * ELEMENTS PREFABRIQUES *</p>	<p>--> voir RISQUES PARTICULIERS chapitre 1.4.10.1 du PGCSPS.</p>	 	
<p>AUTRES RISQUES PARTICULIERS</p> <p><u>RISQUE MAJEUR DE COACTIVITE :</u></p> <p>CHUTE DE HAUTEUR * ENSEVELISSEMENT ENLISEMENT * CHIMIQUES BIOLOGIQUES * AMIANTE * RADIATIONS * ELECTROCUTION ELECTRISATION * CONFINEMENT * LEVAGE * ELEMENTS PREFABRIQUES * DEMOLITION *</p>	<p>--> voir RISQUES PARTICULIERS chapitre 1.4.10.1 du PGCSPS.</p>		

1.5 SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE

Risques exportés par l'exploitation du site auprès des travailleurs du chantier :

Les mesures spécifiques déterminées avec l'exploitant sont les suivantes :

Le personnel intervenant sur le chantier sera pourvu de protections individuelles (casque de sécurité, chaussures ou bottes de sécurité, gants de manutention, protections antibruit, lunettes de protection, vêtements de pluie).

L'ensemble du matériel utilisé sera conforme aux normes de fabrication et en état.

Il sera utilisé le matériel nécessaire pour réaliser la tâche en prenant en compte les équipements les moins bruyants.

A la fin des postes de travail, le personnel vérifiera l'arrêt du matériel restant sur le chantier, ainsi que la mise en place des dispositifs de protection pour prévenir tous risques d'accidents vis-à-vis des personnes circulant sur le chantier.

Il sera interdit à toute personne étrangère à la réalisation des travaux, de pénétrer sur le chantier.

Lors de l'achèvement des travaux ou avant le rétablissement normal de la circulation, la chaussée devra être propre et satisfaire aux règles de sécurité en vigueur.

1.6 MESURES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

1.6.1 CANTONNEMENTS

- Installation possible sur le site (voir chapitre 1.3.2 « EMPRISE DU CHANTIER »).

- Estimations :

- 1 bungalow sanitaires, douches, lavabos

- 1 bungalow réfectoire

- 1 bungalow vestiaire

- 1 bungalow pour salle de réunion (facultatif / suivant demande du MOE)

- L'entreprise met en place les moyens nécessaires à un affichage chantier sur site.

- Le chantier devra être équipé d'un moyen propre de communication (radio, téléphone mobile,...) mis en place par l'entreprise titulaire.

Précisions :

Réfectoires : Prévoir 1 m² par compagnon + bancs + tables + chauffes plat + frigo + évier,

Vestiaire : Prévoir 1 m² par compagnon + armoires doubles + banc + patères + armoires,

WC : 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 compagnons ou 1 cabinet pour 10 compagnons,

Lavabo eau froide et chaude : 1 orifice pour 10 salariés,

+ les consommables.

Voir chapitre 2.6

1.6.2 NETTOYAGE DU CHANTIER

- L'entreprise titulaire doit tenir propre les installations de chantier (consommable, etc).

- Au cours des travaux, le chantier devra être tenu en parfait état de propreté par chaque intervenant.

- Prévoir un nettoyage 2 fois par semaine et une désinfection quotidienne.

1.6.3 EVACUATION DES DECHETS

Suivant chapitre 1.3.1 et voir titre 2.6.3

L'ensemble des entreprises (y compris sous-traitants) doit avoir connaissance de la charte environnementale applicable sur le chantier.

Les déchets seront triés en fonction de leur catégorie et seront évacués au fur et à mesure ou stockés sous protection des intempéries et conditions climatiques.

Les rejets des eaux usées seront conformes à la réglementation en vigueur.

1.6.4 POLLUTION ET ENVIRONNEMENT

Les entreprises ayant des engins, doivent avoir des kits antipollution.

Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage, de vidange, des lubrifiants ou carburants seront formellement interdit.

EN CAS D'ACCIDENT



ALERTER OU FAIRE ALERTER

C'est permettre l'arrivée rapide des secours adaptés.
L'ALERTE EST UN ACTE CAPITAL.
D'elle dépend la rapidité et l'efficacité des secours.
Il faut donc qu'elle soit donnée de façon correcte.

PROTEGER :

Les premières mesures à prendre sont celles qui permettent d'éviter l'aggravation de l'accident : stopper les engins autour de la victime au sol, stopper les activités avec point chaud autour de l'accident si déversement de matières inflammables.

ALERTER :

ALERTEZ LE CENTRE DE SECOURS TELEPHONEZ AU

112

Vous serez mis en relation avec les secours

INDIQUEZ LE SITE DU CHANTIER ET FIXEZ LE POINT DE RENDEZ-VOUS :

69 Rue La Mollard
74400 CHAMONIX

PRECISEZ :

- 1 LA NATURE DE L'ACCIDENT
- 2 LA POSITION, LE NOMBRE ET L'ETAT DES BLESSES
- 3 S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT
- 4 TOUT AUTRE ELEMENT UTILE : DEVERSEMENT DE MATIERE...

NE PAS RACCROCHER LE PREMIER

ATTENDEZ LES SECOURS AU POINT DE RENDEZ-VOUS

SECOURIR

En attendant l'arrivée des secours, il convient d'assister les blessés sans risquer d'aggraver leur état.

L'entreprise doit PREVENIR dès que possible le Maitre d'Ouvrage, Le coordonnateur SPS et le maitre d'Œuvre.

2 // CLAUSES GENERALES

2.1 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

2.1.1 CLASSEMENT DE L'OPERATION

Le volume des travaux relatif à cette opération, estimé par le Maître de l'ouvrage, est supérieur 500 hommes x jours mais inférieur à 10.000 hommes x jours au sens de la loi n° 1418 du 31/12/93 modifié et de ces décrets d'application. Ce chantier est donc classé :

EN CATÉGORIE 2

Conséquences :

- Le présent PGCSPS est établi et s'impose aux intervenants de l'opération.
- Chaque entreprise, au sens du présent PGC, est tenue avant le début de tous travaux :
 - de participer à une visite d'inspection commune avec, entre autre, le Coordonnateur S. P.S.
 - d'établir et de remettre un P. P. S. P. S. au Coordonnateur S. P. S.
- Une déclaration préalable a été effectuée par le Maître de l'ouvrage.
- Un CISSCT (Collège Interentreprises de Sécurité, Santé et Conditions de Travail) sera mis en place.

2.1.2 LES ENTREPRISES

Les entreprises intervenantes sont recensées par marché et listées au registre journal de la coordination.

Les entreprises sous traitantes doivent être agréées par le Maître d'Ouvrage.

2.1.3 RENSEIGNEMENTS GENERAUX

DÉCLARATION PRÉALABLE

Cette déclaration faite par le Maître d'Ouvrage ne dispense pas les entrepreneurs de procéder à la déclaration d'ouverture de chantier dans les formes et les délais prescrits.

PHASAGE DES TRAVAUX

Suivant le phasage de principe défini par l'équipe de Maîtrise d'œuvre. ;

La préparation des travaux doit comporter :

- Mise en place successives, des emprises extérieures et aménagements des installations de chantier (hygiène).
- Mettre en place le panneau chantier et les panneaux « chantier interdit au public » « port du casque obligatoire ».
- Mise en place d'un réseau électrique chantier.

2.2 MISSION DU COORDONNATEUR

Un coordonnateur est nommé par le Maître d'Ouvrage et est lié à celui-ci par un contrat, définissant sa mission et ses moyens.

2.2.1 MISSION RÉGLEMENTAIRE

Les missions du coordonnateur S.P.S. sont conformes à la loi n° 1418 du 31/12/93 modifiée et aux textes pris en application. Le cadre de la mission du Coordonnateur S.P.S. est défini notamment par l'article L.4532-2 du code du travail. Les contenus de la mission sont définis en particulier par les articles R 4532-6 à R 4532-22 du code du travail.

2.2.2 AUTORITÉ ET MOYENS DU COORDONNATEUR S.P.S.

A) Le Coordonnateur S.P.S. doit informer le Maître de L'ouvrage et le Maître d'œuvre sans délai et par tous moyens, de toute violation par les intervenants des mesures de coordination qu'il a défini dans le PGC parallèlement à son inscription dans le registre journal de la coordination de sécurité.

B) En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le Coordonnateur S.P.S. doit prendre ou faire prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.
Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts est consignée au Registre Journal de la Coordination et une information est faite par fax au Maître de L'ouvrage et au Maître D'œuvre dans les 2 heures. Les reprises du travail sont décidées par le Maître d'Ouvrage ou le Maître D'œuvre.

Tout différent entre le Coordonnateur S.P.S. et l'un des intervenants fera l'objet d'une ou plusieurs réunions de conciliation entre

les intéressés.

En cas de désaccord, il est soumis à l'arbitrage du Maître de l'ouvrage.

C) Le Coordonnateur S.P.S. a libre accès en toute heure et en tout lieu du chantier, y compris dans l'enceinte des installations de chantier des entreprises intervenantes à l'opération.

D) Le Coordonnateur a autorité, dans le cadre de l'exercice de ses missions, pour convoquer tout intervenant notamment pour entretiens, réunions de travail, visites de chantier,

2.3 MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE CSPS

2.3.1 GESTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Tout accident grave ou ayant pu l'être se doit d'être le plus rapidement possible signalé au coordonnateur S.P.S. et au Maître d'Œuvre. Les travaux de la zone concernée sont immédiatement arrêtés en attente d'enquête et les mesures de sécurité conservatoires sont prises par les entreprises concernées pour mettre la zone en sécurité provisoire.

Pour tout accident du travail faisant l'objet d'une déclaration d'accident auprès de la CPAM, **l'entreprise concernée transmet une copie au coordonnateur S.P.S.**

Par ailleurs, cette opération fait l'objet d'un suivi statistique des accidents du travail.

2.3.2 EMPRISES DU CHANTIER

Les emprises du chantier doivent être clôturées avec des protections de 2 mètres de haut minimum, clavetées entre elles et contreventées si nécessaire.

Précisions :

- **Des portails d'entrée fermant à clés, seront positionnés dans les aires de chantier pour les piétons et l'accès véhicules chantier.**
- **Un cheminement balisé et spécifique depuis la voirie sera installé pour les piétons du chantier puis également de la base vie au zone chantier.**
- Un panneau de chantier et des panneaux « chantier interdit au public » « sortie de camion » et « port du casque obligatoire » seront apposés.
- **Un portail d'entrée fermant à clef, sera positionné dans les aires de chantier.**

2.3.3 SUJETIONS LIEES AU SITE

NATURE DU SOL ET DU SOUS-SOL / HYDROLOGIE

Les travaux de reconnaissance et d'étude des sols ont fait l'objet d'une campagne de sondages. Les rapports et les conclusions de cette campagne sont joints au DCE.

L'entrepreneur se reportera au dossier géotechnique afin de déterminer une pente de fouille compatible avec la stabilité du sol.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le milieu naturel en général à protéger des pollutions.

RISQUES GENERES PAR LES TRAVAILLEURS SUR LES EXPLOITATIONS DU SITE ET DES TIERS :

Les entreprises concernées prendront toutes dispositions de protection vis-à-vis de leurs travaux dans les circulations communicantes avec les sites avoisinants :

- L'accès du public est strictement interdit dans les emprises du chantier en travaux.
- Les entreprises ne doivent pas stationner sur les voiries pompiers.
- Permettre la possibilité PERMANENTE d'accès aux pompiers, malgré la présence des clôtures de chantier. Faire en sorte que les issues de secours ne débouchent pas dans des zones extérieures confinées → prévoir des passages à travers des zones de chantier en concertation avec le SDIS si nécessaire.
- Une attention toute particulière sera apportée par les entrepreneurs pour traiter à la source les émanations de gaz, de poussières et de bruit.
- Tous les moyens de signalisation et de protection devront être mis en place afin de maintenir la circulation en toute sécurité aux abords du chantier (Protection des accès, barrières grillagées, ...).

RESEAUX EXTERIEURS

Déclaration de Travaux :

Le Maître d'Ouvrage doit faire la DT et la joindre au DCE avec le numéro nécessaire à l'établissement des futures DICT, comprenant des réseaux classés A.

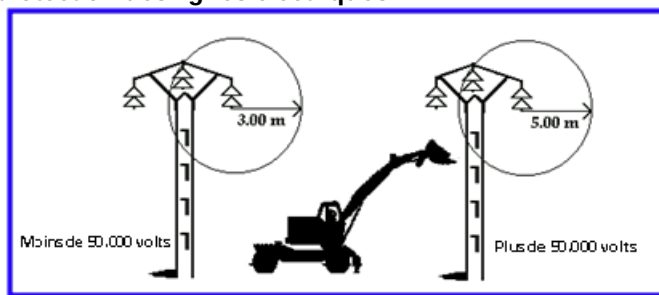
Le Maître d'Ouvrage doit faire la DT et la joindre au DCE avec le numéro nécessaire à l'établissement des futures DICT, comprenant des réseaux classés A.

Si les concessionnaires de réseaux à risque (ENEDIS, GRDF, RTE, vapeur, que se soit en aérien ou enterré) lui ont indiqué des réseaux classés en B ou C, alors le maître d'ouvrage a engagé des sondages en présence des concessionnaires concernés pour localiser précisément les réseaux (plan de récolement fait par l'entreprise réalisant les réseaux). Le maître d'ouvrage a ensuite transmis aux concessionnaires le repérage des réseaux.

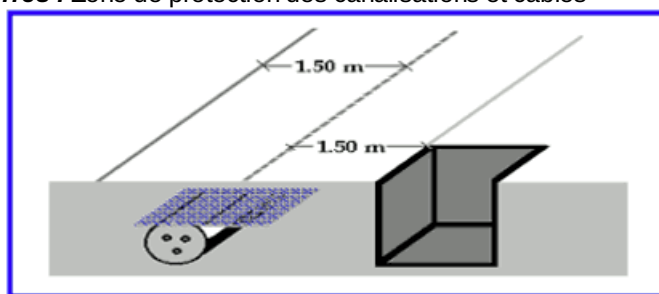
Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux :

L'entrepreneur devra procéder, dans les formes et délais prescrits par la réglementation, à la **déclaration d'intention de commencement de travaux** auprès de chaque gestionnaire de réseaux concerné par les travaux suivant la DT.

Lignes aériennes : La zone de protection des lignes électriques



Canalisations en réseaux enterrés : Zone de protection des canalisations et câbles



Lorsque les travaux de terrassements, de fouilles, de fossé, de forage, etc...doivent être effectués au voisinage de canalisations ou de réseaux souterrains, le parcours de ceux-ci doit être balisé de façon visible à l'aide de pancartes, banderoles, fanions, peintures...

Le chef d'entreprise est tenu :

- De prévenir l'exploitant du réseau concerné avant le début des travaux.
- De désigner une personne compétente pour surveiller les travailleurs et les alerter dès qu'ils s'approchent à moins de 1.50m des canalisations et installations électriques souterraines.

Néanmoins, si des réseaux enterrés sont découverts en cours de travaux, il convient d'appliquer la procédure suivante :

- Arrêter les travaux
- Conforter la zone si nécessaire et baliser celle-ci
- Informer le ou les concessionnaires, et suivre leurs instructions
- Informer le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur de sécurité

ENGINS DE GUERRE

La découverte d'engins explosifs de guerre ne doit pas être exclue. L'entrepreneur devra en informer son personnel et attirer son attention sur les risques inhérents à ces engins qui pourraient être découverts notamment lors des travaux de terrassement, ou de pose de réseaux.

En cas de découverte d'un engin suspect, il faut:

- Ne pas le toucher, ne jamais tenter de le démonter, de le frapper ou de le jeter au feu
- Suspendre immédiatement le travail et interdire toute approche de l'engin.
- Interdire toute circulation dans le voisinage et baliser la zone dangereuse.
- Avertir au plus vite la gendarmerie qui préviendra le service de déminage.
- Ne reprendre les travaux qu'après en avoir reçu l'autorisation par ordre de service.
- Avertir les entreprises intervenant dans les parties contiguës au périmètre de sécurité.
- Avertir le Maître d'œuvre, le Coordonnateur S.P.S. et le chargé de sécurité de l'entreprise quand il existe.

2.3.4 GESTION DU COMPTE PRORATA (Dépenses d'entretien et consommations)

Les entreprises concernées seront chargées de la gestion du compte prorata conformément au CCAP.

2.3.5 INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les entreprises doivent prévoir des conditions de travail satisfaisantes en termes d'hygiène pour leur personnel et le personnel de leurs sous-traitants.

Dans ce but, les entreprises concernées devront concevoir et réaliser des locaux (vestiaires, sanitaires, réfectoire...) réservés à son personnel ainsi qu'à celui de l'ensemble des lots et de l'ensemble des sous-traitants, conformément à la réglementation.

Les entreprises concernées doivent exclusivement utiliser les emplacements mis à sa disposition par le Maître d'Ouvrage dans les emprises du chantier et dans les zones délaissées.

Pour toutes zones sur l'axe routier, une demande de voirie sera nécessaire.

Ces installations seront clôturées par les entreprises concernées et des panneaux chantier interdit au public seront positionnés.

Avant le démarrage des travaux, un plan des installations de chantier sera fourni, indiquant notamment la situation des locaux réservés au personnel, leur accès, les jours de travaux, leur alimentation en eau, électricité, assainissement, la situation des zones de dépôt, de stockages, des aires d'évolution des appareils de levage,.... Ce plan sera soumis à l'approbation du Maître d'œuvre et du coordonnateur sécurité.

L'électricité et l'alimentation en eau sont disponibles à proximité ; branchement sur site avec sous compteur (Prévoir des réseaux chantier enterrés) à la charge des entreprises concernées.

→ Mise en place d'un compteur d'eau avec 2 points d'eau minimum et d'un compteur électrique à la charge des entreprises concernées dès la phase de préparation du chantier (ATTENTION : prévoir un réseau hors gel).

La desserte interne des zones travaux sera à la charge des entreprises concernées.

Les rejets des eaux usées seront conformes à la réglementation en vigueur et seront soit évacuées dans le réseau existant au moyen d'un branchement réalisé par l'entrepreneur, soit traités sur place en fosse ou chimiquement. Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants et dans l'environnement des produits de lavage, de vidange, des lubrifiants ou carburants seront interdits formellement.

Les moyens d'évacuation des déchets, poubelles, bennes à déchets seront mis à disposition en nombre suffisant. Ils seront évacués aussi souvent que nécessaire et de toutes les façons au moins une fois par semaine. La mise en place des bennes en tri sélectif et l'évacuation quotidienne des déchets et gravats sont à la charge des entreprises concernées.

- Le nettoyage des zones de travaux, chaque jour, est à la charge de chaque entreprise.

- Le nettoyage de la base vie est à la charge des entreprises concernées.

Le stockage des produits liquides dits à risques (Carburants, huiles, ...), seront stockés à l'intérieur d'un bassin de rétention pouvant recueillir au minimum le contenu d'une unité de conditionnement.

DÉFINITION MINIMALE DES INSTALLATIONS CLIMATIQUE:

- **Bureaux**

- **Mise en place d'une salle de réunion.**

- Les locaux devront être chauffés pendant la saison hivernale, climatisés pour le cas de chaleur excessive et seront munis de moyens de lutte contre un début d'incendie.

- Ces locaux seront pourvus d'une isolation thermique établie par référence aux exigences définies pour la zone climatique et équipés de tables et de chaises.

- **Mise à disposition de casques de chantier dans la salle de réunion.**

- **Locaux du personnel**

- **Installation de bungalows, comprenant des locaux sanitaires (WC, lavabos, douches) vestiaires (armoires, bancs, patères), réfectoire (tables, chaises, patères, chauffe-plats, réfrigérateur) → L'ensemble doit être conforme, en qualité, en équipements comme en nombre, aux dispositions réglementaires et contractuelles.**

- Les abris climatiques devront être **chauffés** pendant la saison hivernale, **climatisés** pour le cas de chaleur excessive et seront munis de moyens de lutte contre un début d'incendie.

- Ces locaux seront pourvus d'une isolation thermique établie par référence aux exigences définies pour la zone climatique.

- Principes :

- Ils sont calculés pour accueillir les personnels de toutes les entreprises.
 - Ils sont pourvus d'une isolation thermique établie par référence aux exigences définies pour la zone climatique et chauffés en période hivernale.
 - La communication entre les vestiaires et les douches se fera par un couloir fermé.
 - Les accès aux vestiaires seront équipés d'un "lave bottes" et les armoires individuelles de vestiaire comprendront deux compartiments distincts (vêtements de ville - vêtements de travail).

MOYENS DE COMMUNICATION

La base vie du personnel devra disposer d'au moins une ligne téléphonique. Ceci, pour permettre notamment l'appel des secours extérieurs, pour le cas d'accident ou d'incendie ou de pollution.

Un panneau d'affichage sera installé sur la zone d'installation de chantier, à la charge des entreprises concernées.

DEPOSE MINUTE

Le stationnement des véhicules des entreprises d'un PTAC maxi de 3.5 T se fera dans les emprises chantier (mise en place par les entreprises concernées).

La voie des pompiers doit rester libre de tout véhicule.

2.3.6 ACCÈS AU CHANTIER

Suivant le Décret n° 2016-175 du 22 février 2016 relatif à la carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics, les employeurs du BTP doivent déclarer l'embauche de tout salarié quel que soit son contrat de travail (CDD, CDI, intérimaires, ouvriers d'entreprises étrangères en détachement). Le personnel doit être muni de cette carte pour accéder au chantier, et elle devra être présentée lors des contrôles de l'inspection du travail.

Afin de répondre aux dispositions du PGCSPS, les entreprises titulaires mettront en place une fiche d'accueil par salarié, sur lequel doit figurer ;

- Nom de l'entreprise (pour les sous traitants, indiquer l'entreprise titulaire et pour les intérimaires l'entreprise d'intérim),
- Nom du salarié,
- Nom du chantier.

La fiche d'accueil signée par l'intéressé et à disposition du Coordonnateur S.P.S., servira d'habilitation. Seules les personnes autorisées seront admises à pénétrer sur le chantier. ▢ Voir aussi chapitre 2.8.1

Entreprises et personnels autorisés :

- Les entreprises qui reconnaissent avoir pris connaissance du présent PGCSPS applicable au chantier et avoir pris connaissance des consignes particulières du CSPS lors de l'ICP qui leurs sont applicables.
- Les personnels qui reconnaissent avoir pris connaissance du PPSPS de leurs entreprises et du présent PGCSPS.

Les entreprises Titulaires mettront en place une identification de leur personnel sur le chantier y compris pour leurs sous traitants et intérimaires.

Les entreprises concernées mettront en place la signalisation réglementaire.

Les accès seront mentionnés dans le plan de circulation des entreprises concernées.

L'aménagement de ces accès est à la charge des entreprises concernées et sera soumis à l'acceptation du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur Sécurité.

L'entretien de ces accès sera réalisé par les entreprises concernées.

Les entreprises devront exclusivement emprunter ces itinéraires d'accès.

L'ensemble des livraisons devra se faire sous le contrôle du responsable de l'entreprise (signalisation, manœuvres des véhicules).

2.3.7 MANUTENTIONS DES MATÉRIAUX ET MATÉRIELS

APPROVISIONNEMENTS :

Chaque Entrepreneur définira avec son fournisseur un point de rendez-vous extérieur au chantier, à partir duquel il l'accompagnera jusqu'au chantier à approvisionner.

En phase Gros Œuvre, l'utilisation de la grue à tour des entreprises concernées pourrait être nécessaire pour les approvisionnements. L'entreprise concernée mettra en place une convention fixant les modalités avec les lots concernés.

L'utilisation de Monte-charges pourrait être nécessaire pour les approvisionnements. La mise en place d'un monte-charge est à la charge des entreprises concernées. Son Emplacement spécifique et les modalités avec les autres lots (convention) seront confirmés en période de préparation.

Les frais d'exploitation du monte-charge pendant la durée des travaux seront pris en charge par l'entreprise titulaire y compris raccordement électrique provisoire.

Moyen de levage et de manutention :

Les entreprises concernées mettent en commun les moyens de levage entre les différents intervenants du marché de travaux qui s'inscrivent dans le cadre de l'opération.

- Afin de prévenir les risques qui pourraient naître d'une éventuelle interférence entre les engins de levage de différents marchés de travaux, l'entrepreneur communiquera au plus tôt au maître d'œuvre et au coordonnateur sécurité le plan où figurent les jours d'évolution des différents appareils de levage qu'il compte mettre en œuvre.
- **Tout déplacement de charges suspendues en dehors des emprises du chantier sera strictement interdit.**

GRUES MOBILES

L'implantation de la grue devra répondre au code du travail et notamment voir les articles R4323-20 à 57 du code du travail (Voir également articles 811-52 et 811-54 de LAMY HYGIENE ET SECURITE).

- Elles seront équipées d'un dispositif de contrôle d'état de charge.
- L'entrepreneur transmettra au coordonnateur de sécurité le dernier compte-rendu d'épreuves et de contrôles techniques réalisés conformément à l'arrêté du 1er mars 2004 (remplaçant celui du 9 juin 1993 depuis le 1er avril 2005) pour chaque appareil de levage dès sa mise en service.
- En outre, l'entrepreneur devra pouvoir présenter au coordonnateur de sécurité les certificats d'entretien et le registre de sécurité, établis conformément à la réglementation pour chaque appareil de levage.

GRUES A TOUR

L'implantation de la grue devra répondre au code du travail et notamment voir les articles R4323-20 à 57 du code du travail (Voir également articles 811-52 et 811-54 de LAMY HYGIENE ET SECURITE).

- les assises de voies de grues devront faire l'objet d'une note de calcul qui sera transmise pour information au coordonnateur SPS
- Code du Travail, Article R4323-37 : « Lorsque la charge d'un appareil de levage croise une voie de circulation, des mesures spéciales sont prises pour prévenir tout danger résultant de la chute éventuelle de la charge transportée ». Il est donc obligatoire d'interdire le survol, par une charge suspendue, de toute voie ou installation, de toute voie publique et de tout secteur d'habitations, y compris les locaux des installations de chantier.

Afin de respecter la réglementation, de répondre aux Principes Généraux de Prévention et d'appliquer le principe de précaution, il est obligatoire d'équiper les grues à tour de dispositifs de limiteur de rotation et de course de chariot.

- d'éliminer ou de maîtriser les zones d'interférences entre grues à tour et autres superstructures (voir la circulaire du 09/07/87 et la note technique du 06/03/91).
- d'assurer la "mise en girouette" de la flèche de grue, pour le cas de vent excessif ou pour les périodes d'inactivité sur le chantier (nuit, week-end, etc.)
- *L'entrepreneur transmettra au coordonnateur de sécurité le dernier compte-rendu d'épreuves et de contrôles techniques réalisés conformément à l'arrêté du 1er mars 2004 (remplaçant celui du 9 juin 1993 depuis le 1er avril 2005) pour chaque appareil de levage dès sa mise en service.*
- En outre, l'entrepreneur devra pouvoir présenter au coordonnateur de sécurité les certificats d'entretien et registre de sécurité, établis conformément à la réglementation pour chaque appareil de levage.

Tout poste de conduite de grue à tour, situé à plus de 40 m du sol, devra bénéficier d'un accès complémentaire mécanisé.

L'entrepreneur devra préciser, lors de l'élaboration du P.P.S.P.S, les conditions d'utilisation des engins de levage pour les autres corps d'état, en y indiquant notamment :

- La personne désignée pour assurer les manœuvres,
- Les conditions d'ancrage des chargées

2.3.8 STRUCTURE SECURITE AU SEIN DES ENTREPRISES

L'entrepreneur devra désigner une personne responsable de la sécurité sur le chantier. Cette personne assurera les passations de consignes aux personnels, aux sous traitants et aux fournisseurs et veillera à leurs bonnes applications sur le chantier.

Interlocuteur du Coordonnateur Sécurité

Au sein de chaque entreprise ou groupement d'entreprises titulaire(s) d'un marché, en respect des dispositions précédentes, l'entrepreneur ou le mandataire du groupement devra désigner une personne qualifiée qui aura notamment pour mission d'apporter au coordonnateur sécurité les éléments lui permettant de remplir sa mission sans intervenir fréquemment dans l'organisation de l'entreprise ou du groupement.

L'interlocuteur devra participer à l'inspection commune réalisée en début de chantier avec le coordonnateur sécurité et pourra éventuellement être le "moniteur d'accueil" de l'entreprise.

2.4 MESURES DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE PRISE PAR LE COORDONNATEUR

2.4.1 DEPLACEMENT CHANTIER

Règles de circulation à l'intérieur du chantier :

- Le code de la route est toujours applicable.
- Aucun véhicule particulier n'est admis sur le chantier.
- Exceptionnellement et en cas d'impossibilité de faire autrement, les semis remorques pourront entrer dans la zone chantier en marche arrière. Dans ce cas, les marches arrière seront autorisées.

- Pour les Poids Lourds afin de leurs permettre d'entrée dans le chantier pour les approvisionnements ▯ Un guidage par une personne habilitée au sol est obligatoire.
- Les manœuvres doivent se faire en toute sécurité : pas de personnel travaillant sur un poste différent dans le rayon d'action de l'engin manœuvrant.
- Le stationnement ne se fait pas derrière un engin de chantier.
- Les engins et camions de transport doivent impérativement être équipés de Klaxon et de caméras de recul.

Circulations horizontales :

- La plateforme de circulation sera stabilisée par l'apport de concassé et tenue stable durant les périodes d'intempéries (pluie, neige, gel, dégel). Les circulations des véhicules devront être aménagées vis à vis des circulations des piétons. Les circulations seront balisées et entretenues par les entreprises concernées.

Circulations verticales :

- Aucun poste de travail permanent à partir d'une échelle, ne sera autorisée (voir réglementation).
- L'utilisation d'échelles comme moyens d'accès n'est autorisée que ponctuellement et pour des hauteurs inférieures à 3 mètres, au-delà des escaliers ou tours d'accès seront mis en place par les entreprises concernées.
- Dans le cas d'emploi d'échelles celles-ci devront être obligatoirement solidement fixées en pied et attachées en tête ensuite. En cas d'impossibilité de fixation conforme l'emploi d'échelle est interdit.

2.4.2 SIGNALISATION

Cette signalisation sera mise en place par les entreprises concernées, elle comprend:

- Une pré signalisation sur la voie publique de part et d'autre de chaque entrée au chantier. Cette signalisation sera réglementaire, et sera mise en place après accord du gestionnaire de la voirie publique concerné.
- Des panneaux « chantier interdit au public », « port du casque obligatoire » et « sortie de camion » seront apposés.

PRINCIPES GÉNÉRAUX :

Les frais afférents à la fourniture, la mise en place et l'entretien de la signalisation des accès au chantier, des pistes de chantier, des déviations provisoires définies au C.C.T.P. comme dans le présent PGC, et toutes les déviations d'itinéraires empruntant la voirie publique nécessaire à l'exécution des travaux seront à la charge des entrepreneurs et ce jusqu'à la fin du délai contractuel de leur marché, sauf dispositions expresses contraire dans les pièces écrites.

Avant le démarrage des travaux, l'entreprise titulaire désignera une personne qualifiée, chargée de la signalisation. Son nom sera porté à la connaissance du Maître D'Œuvre et du Coordonnateur S.P.S. Le chargé de signalisation pourra être contacté à tout moment de l'opération et aura pour mission de réaliser et de veiller à la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage de l'ensemble des signalisations mis en œuvre.

SIGNALISATION DU CHANTIER :

En particulier l'entrepreneur devra signaler :

- Les fouilles laissées ouvertes, il devra maintenir les regards de visites fermés.
- Les entrées du chantier à partir de la voie publique en positionnant de part et d'autre de l'entrée sur la voie publique une pré signalisation de sortie d'engins et une signalisation de position au droit de l'entrée : panneau STOP en sortie.
- Tout point singulier du chantier présentant des risques.

Signalisation de la zone chantier :

La limite du chantier sera matérialisée par une clôture provisoire si nécessaire.

Les travaux sur les axes routiers en circulation devront être balisés avec des K16 ou similaires longitudinalement, permettant l'accès des secours si nécessaire. Les points dangereux et zones d'installation de chantiers seront clôturés avec des barrières grillagées de 2 mètres de haut ou similaires.

Signalisation aux intersections entre chantier et voiries publiques circulées :

Prévoir la mise en place de passerelle piétons sécurisées provisoires pour les traversées de tranchées.

La séparation entre le chantier et les voies de circulation des usagers des voies publiques devra être assurée par des glissières plastiques type K16Si une glissière des voies circulées doit être réalisée, l'entrepreneur mettra en place une signalisation de cette traversée sur la route circulée, et mettre en place des signaleurs pour gérer les passages des engins et véhicules.

Signalisation des accès au chantier et aux installations :

L'entrepreneur fermera les accès à son chantier et aux installations avec des barrières grillagées clavetées entre elles, sur lesquelles sera positionné un panneau « chantier interdit au public ».

Des panneaux « STOP » seront posés au droit de chaque accès donnant sur la voie publique.
Les portails d'accès de ces clôtures seront cadenassés.

Maintenance de la signalisation :

L'entrepreneur devra assurer la maintenance de la signalisation mise en place 24 heures sur 24, y compris les jours fériés, les week-ends, les jours non travaillés. Pour cela il indiquera chaque semaine, au Maître d'œuvre, les coordonnées de la personne responsable de cette maintenance.

SIGNALISATION DES POINTS SINGULIERS :

Conformément aux dispositions réglementaires, l'entrepreneur devra mettre en œuvre une **signalisation de sécurité** sur tout lieu de travail où un risque ne pourra pas être évité ou prévenu par l'existence d'une protection collective ou par l'organisation du travail.

Cette signalisation doit permettre d'attirer, de manière rapide et intelligible, l'attention du personnel sur des objets et des situations susceptibles de provoquer des dangers déterminés (vitesse de circulation, zone de ralentissement, présence de fouilles, de regards, obstacles ...). (A mettre lors de chantier VRD) .

2.4.3 ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGE

- Une zone de stockage devra être étudiée en période de préparation.
- Tout stockage de produits inflammables est formellement interdit.
- Toute cuve contenant des produits polluants (hydrocarbures, par exemple) sera installée dans un bac de rétention d'une capacité au moins égale à son volume.
- Les différentes zones de stockage de matériaux seront matérialisées sur le plan d'installation de chantier.
- Aucun stockage de matériaux présentant des risques particuliers (produits chimiques) ne sera autorisé à l'intérieur du chantier. En cas d'utilisation de ce type de produits, une procédure spécifique sera proposée par l'entrepreneur et soumise à l'accord du Maître d'œuvre et du Coordonnateur.

2.4.4 PROTECTIONS COLLECTIVES

Voir décret du 01 septembre 2004 modifié par décret du 07 mars 2008

PRINCIPES GENERAUX

Les entreprises concernées devront mettre en place les protections collectives avant l'apparition du risque qu'il crée pour l'ensemble des lots de travaux.

Les Entreprises concernées doivent concevoir et mettre en œuvre les protections collectives :

- Les protections collectives sont toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'entrepreneur.
- Les protections collectives ne peuvent être déposées que dans les cas suivant :
 - 1. Après la disparition du risque, liée à l'avancement des travaux
 - 2. Après la mise en place de la protection collective définitive prévue au projet
 - 3. Après la mise en place d'un autre dispositif d'une efficacité au moins équivalente.
- **Lorsqu'une entreprise de second œuvre enlève une protection collective afin de réaliser ses travaux, elle doit la remplacer par un autre système équivalent, et remettre la protection d'origine par la suite, si possibilité.**

Dans le cas où le risque subsiste au-delà de la fin des travaux réalisés par l'entrepreneur, celui-ci s'engage à laisser en place les protections collectives provisoires qu'il a mises en œuvre. Le transfert des responsabilités quant à l'entretien et à l'enlèvement de ces protections collectives provisoires fera l'objet d'une procédure particulière menée conjointement par le maître d'œuvre, les entrepreneurs concernés et le coordonnateur sécurité.

Sans objet.

2.4.5 PROTECTIONS INDIVIDUELLES

- L'ensemble du personnel (y compris les chauffeurs) devra être équipé des protections individuelles réglementaires (casques, chaussures de sécurité, gilets de visualisation, gants...).
- **Le port du casque est obligatoire pour tout le personnel intervenant sur le site.**
- Pour chaque travail spécifique, les personnels exécutant ces travaux devront être équipés des protections individuelles adéquates correspondant à la tâche effectuée (lunettes, casques antibruit, ...).
- **L'entrepreneur devra s'assurer que les protections individuelles contre le bruit sont bien portées sur les postes de travail dépassant le niveau de décibels maximum imposé par la réglementation et à proximité.**
- **Pour mettre en place une protection collective ou pour réaliser une intervention ponctuelle de très courte durée, l'entrepreneur pourra utiliser une protection individuelle contre les chutes de type harnais avec stop chute.**

2.4.6 INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Le branchement électrique principal du chantier et de la base vie est à la charge des entreprises concernées.

Il devra faire une demande de branchement à EDF et mettre en place une armoire de comptage.

A partir de cette armoire, l'Entreprise concernée, devra prévoir une installation électrique sur les zones travaux conçue et réalisée dans le respect de la réglementation, notamment du **décret du 14 novembre 1988 et ses arrêtés d'application**.

COFFRETS DE DISTRIBUTION AVEC PROTECTION REGLEMENTAIRE :

Ils seront mis en place par les entreprises concernées. Les armoires et coffrets de distribution basse tension seront maintenus en permanence, fermés. Le type de fermeture sera d'un modèle approprié pour garantir son inviolabilité, chaque armoire et coffret de distribution basse tension devra comporter un numéro d'identification.

Ils seront disposés de telle sorte qu'aucun poste de travail ne sera distant de plus de 25 mètres d'un coffret.

ÉCLAIRAGE DES ZONES TRAVAUX

Un éclairage des circulations sera réalisé par les entreprises concernées et soumis à l'approbation du maître d'œuvre et du coordonnateur sécurité.

Ce plan devra intégrer les mesures suivantes :

- **Les obligations relatives à l'éclairage des chantiers au regard du code du travail article R4223-4 « zones et voies de circulation extérieures » doivent être prises en compte.**
- **Les postes de travail ponctuels devront posséder un éclairage respectant la réglementation.**

Chaque entreprise est responsable de l'éclairage de ses postes de travail fixe et elles devront posséder un éclairage répondant au minimum imposé par la réglementation.

2.4.7 DISPOSITIONS RELATIVES AUX EQUIPEMENTS

Les véhicules, engins, appareils électriques, échafaudages,... devront être en parfait état de fonctionnement et conformes à la réglementation en vigueur. Pour cela l'entreprise pourra transmettre au coordonnateur les copies des rapports techniques ou bien une attestation certifiant que les moyens utilisés sur chantier sont conformes.

Pour information :

Équipements de travail	Vérification générale
Grue mobile	6 mois
Appareils mus à bras : palans, TIRFOR, crics, vérins, treuils	12 mois
Engins de terrassement lorsqu'ils sont équipés pour le levage	6 mois
Monte Matériaux de chantier	6 mois
Nacelles élévatrices	6 mois
Échafaudage volant motorisé	6 mois
Échafaudage volant mu par force humaine	3 mois
Accessoires de levage : câbles, chaînes, palonniers, ...	12 mois
Équipements de protection individuelle contre les chutes	moins de 12 mois
Compresseurs mobiles	moins de 3 ans

- L'entrepreneur est tenu d'appliquer les dispositions prévues par la recommandation R 372 du CTN-BTP établie le 15 Novembre 1995 relative à l'aptitude des conducteurs et aux conditions de délivrance d'une autorisation de conduite des engins automoteurs de chantier pour lesquels un permis de conduire n'est pas obligatoire.
Les dispositions de la recommandation R 372 susmentionnée s'appliquent aux conducteurs d'engins :
 - De l'entrepreneur, y compris intérimaires
 - Des cotraitants
 - Des sous-traitants
 - En prestation de location avec engin.
- Tous les engins devront être équipés d'un dispositif de recul sonore (Klaxon de recul).

2.4.8 PREVENTION DES RISQUES DE MALADIE PROFESSIONNELLE

Fortes chaleurs :

- Les intervenants évoluant en période de fortes chaleurs, devront avoir des vêtements couvrants pour limiter les effets d'insolation et de déshydratation.
- Des pauses régulières devront être organisées, avec un apport d'eau fraîche important, ainsi que la possibilité de prise de douche.
- Les travaux devront être limités en pénibilité, et les travaux à risques décalés à des heures moins contraignantes.
- L'entreprise peut mettre en place des brumisateurs, fontaines réfrigérées afin de réduire les gênes des fortes chaleurs en plus des abris climatiques décrit au chapitre 2.3.5.

LE BRUIT

Outre l'obligation faite à l'employeur d'identifier tous les travailleurs pour lesquels l'exposition sonore quotidienne **atteint ou dépasse** le niveau réglementaire ou pour lequel la pression acoustique de crête atteint ou dépasse le niveau réglementaire, celui-ci devra mettre à disposition des protecteurs individuels, former les salariés et les soumettre à une surveillance médicale spéciale.

Au-dessus du niveau de décibels réglementaire ou d'une pression acoustique de crête supérieure à au niveau réglementaire, il doit s'assurer du port effectif des protections, réaliser un programme de réduction du bruit ou de la durée d'exposition du bruit, mettre en place une **signalisation appropriée** et un balisage des zones de travail pour réduire l'influence du bruit sur les salariés des autres entreprises.

PRODUITS TOXIQUES

Pour tout poste de travail, nécessitant l'emploi de substances ou préparations pouvant présenter des risques pour la santé (solvant, décapant béton, huile décoffrage, silicate sodium, etc.). L'entrepreneur sera tenu au respect des dispositions réglementaires, notamment :

- Étiquetage réglementaire des récipients, y compris ceux utilisés après transvasement,
- Fourniture de la « fiche de données de sécurité » pour chaque substance ou préparation,
- Information du personnel sur les risques et sur les mesures de prévention à observer.

POUSSIÈRE ET GAZ NOCIFS

Les entrepreneurs devront prendre toutes les dispositions afin de traiter à la source les émissions de poussières ou gaz nocifs lors des travaux.

- **Toutes découpes et carottages doivent être effectués à l'eau.**
- **L'emploi de moteur thermique est à PROSCRIRE dans l'enceinte des bâtiments.**
- **Toute émanation de poussière doit être traitée à la source (aspiration, etc...)**
Dans tous les cas le personnel doit avoir à disposition des masques FFP3 jetables au minimum
- **Les émanations nocives dues aux différentes colles, notamment PVC, devront être traitées : aspiration à la source, masque adapté, gestion de la coactivité, etc...)**

LES VIBRATIONS

Afin de prévenir les risques liés aux vibrations (conducteurs d'engins, utilisation de marteaux piqueurs, perforateurs, perceuses, ...) l'entrepreneur devra :

- assurer une formation et une surveillance médicale spécifique du personnel exposé
- réaliser un programme de réduction de l'exposition aux vibrations par :
 - modification des modes opératoires
 - aménagement du temps de travail
 - utilisation d'un matériel approprié
 - équipement des engins de sièges à suspension

2.4.9 MESURES PRISES EN MATIÈRE D'INTERACTIONS

- Il est nécessaire de limiter les interactions sur le chantier, la priorité doit être donnée à une définition de phasage des travaux permettant de limiter tout travail en superposition.
- Il est à noter toutefois que des décalages dus à des retards dans les travaux prévus peuvent engendrer des situations à risques.
- **Il appartient aux entrepreneurs d'informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS en cas de décalage de planning entraînant des risques d'interaction (superposition des tâches notamment).**

2.5 SUJÉTIONS DECOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE

Risques exportés par l'exploitation du site auprès des travailleurs du chantier :

Article L.4531-3 - Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le

même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci se concertent afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions.

Article R.4532-14 - Le coordonnateur tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et à cet effet, notamment :

- Procède avec le chef de l'établissement en activité, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à :
 - 1. Délimiter le chantier ;
 - 2. Matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour les travailleurs des entreprises appelées à intervenir ;
 - 3. Préciser les voies de circulation que pourront emprunter les travailleurs ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs travailleurs ;
- Communique aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs travailleurs, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement.

2.6 MESURES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

2.6.1 CANTONNEMENTS

Le **nettoyage des locaux communs et des équipements**, devra être assuré tous les jours par Les entreprises concernées. Ces opérations d'entretien devront également comprendre l'évacuation des déchets et "ordures ménagères" recueillis dans les poubelles prévues à cet effet.

Les locaux seront munis de moyens de lutte contre un incendie.

2.6.2 NETTOYAGE DU CHANTIER

Les entreprises devront tenir le chantier en bon état de propreté et de salubrité.

Les bidons, cartons, films plastiques, gaines électriques, polystyrène, ferrailles et tout autre emballage seront évacués au fur et à mesure.

Le matériel sera correctement rangé et n'encombrera pas la zone de chantier.

Dans le cas où le chantier ne serait pas nettoyé régulièrement, le maître d'œuvre, ou le coordonnateur se réservent le droit de faire intervenir une entreprise à la charge de la ou des entreprises déficientes ou à la charge du compte prorata si les responsables ne peuvent être déterminés.

2.6.3 ÉVACUATION DES DÉCHETS

Les entreprises concernées sont responsables de l'évacuation des gravats et des déchets de nettoyage et de la base vie. Elle devra prévoir le **tri sélectif** sur le chantier suivant la réglementation (Voir doc. « Déchets de chantier » sur le site Internet de la FFB).

Les entreprises concernées sont responsables du nettoyage des zones de travaux à chaque fin de postes du matin et de l'après midi et de l'évacuation de ses gravats et déchets vers les bennes à disposition.

Cependant, les entreprises concernées devront assurer une organisation pour le nettoyage, le tri, et la vérification du tri des bennes à la charge du compte prorata à chaque défaillance constatée par le MO, MOE ou CSPS.

Les bordereaux d'élimination des déchets devront être transmis obligatoirement au Maître d'œuvre.

Dans le cas où une entreprise serait défaillante, le maître d'œuvre, ou le coordonnateur se réservent le droit de faire intervenir une entreprise à la charge de la ou des entreprises déficientes ou à la charge du compte prorata si les responsables ne peuvent être déterminés.

2.6.4 POLLUTION ET ENVIRONNEMENT

Les entrepreneurs devront tenir le chantier en bon état de propreté et de salubrité.

L'attention des entrepreneurs est attirée sur le fait qu'aucune salissure ne sera admise sur le site et les voies publiques empruntées (Boue, émulsion, matériaux, gravillons, peinture ...).

L'attention des entrepreneurs sera attirée sur le milieu naturel en général à protéger des pollutions (hydrocarbures, huiles, déchets, etc.)

- Aucun produit à risque ne devra être stocké sur le site.

- Prévoir des kits anti-pollution.

Les entreprises concernées créeront un pédiluve pour le nettoyage des toupies. Celui-ci devra obligatoirement être utilisé par les entreprises concernées. (Ex : trou dans le sol avec mise en place d'un récupérateur spécifique + clôture + zone de lavage

avec déversement dans le récupérateur).

Les entreprises concernées devront également récupérer les eaux de nettoyage de leurs outils et travaux.

2.7 MESURES D'ORGANISATION DES SECOURS

2.7.1 MESURES DE PREMIERS SECOURS

- L'entrepreneur devra assurer la présence permanente d'un sauveteur secouriste du travail pour vingt personnes ou par équipe indépendante.
- L'entrepreneur devra veiller à ce que chaque sauveteur secouriste ait reçu la formation initiale appropriée et complétée annuellement par une formation de recyclage.
- Toutes les dispositions nécessaires devront être prises par l'entrepreneur pour que chaque équipe indépendante ait à sa disposition, en permanence, une trousse de premiers soins, appropriée.
- La liste, tenue à jour, des sauveteurs secouristes en place sur le chantier, y compris les sous-traitants, devra être transmise au coordonnateur sécurité par l'entrepreneur. Elle indiquera la date des formations et des différents recyclages.

2.7.2 PROCÉDURE D'APPEL DES SECOURS

- En cas d'accident, les secours seront prévenus par le **112 (tout accident/incident) ou le 1 (en cas d'accident sur la voie publique, d'incendie ou de tout autre sinistre) ou le 15 (en cas d'urgence médicale)**. Il est impératif de donner aux secours un point de rendez-vous qui pourra être l'entrée au chantier.
- La procédure d'appel des secours sera affichée dans les installations de chantier et dans les bureaux de chaque entreprise intervenante.

2.8 MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS

2.8.1 ACCUEIL DU PERSONNEL

L'entrepreneur devra obligatoirement assurer l'accueil et la formation de tout son personnel, y compris le personnel intérimaire, amené à pénétrer sur le chantier. Voir aussi chapitre 2.3.6

Chaque salarié de l'entreprise ayant reçu cette information, signera une fiche d'accueil. Cette fiche permettra de vérifier l'habilitation du personnel à pénétrer sur le chantier.
Ces fiches d'accueil seront à disposition du coordonnateur.
Ces dispositions sont valables pour toutes les entreprises, qu'elles soient titulaires d'un marché, cotraitantes ou sous-traitantes.

Si une entreprise utilise un locatier, un fournisseur ou un prestataire de service, il sera considéré comme partie intégrante du personnel de cette entreprise et donc devra recevoir les consignes de sécurité et signer la fiche d'accueil

2.8.2 DÉFINITION DES INTERVENANTS

- Tout entrepreneur titulaire d'un marché ou d'un lot au titre de l'opération (y compris travailleur indépendant).
- Tout entreprise sous-traitante de l'entreprise ci-dessus (Toute entreprise titulaire doit déclarer ses sous-traitants).
- Un sous traitant est un intervenant ;
 - Présenté au CSPS lors de l'ICP de l'entreprise titulaire.
 - Travaillant sur le chantier
 - Générant des risques majeurs en coactivité selon l'évaluation faite par le CSPS.
- Les prestataires de l'entreprise agiront sous la responsabilité de l'entreprise titulaire qui transmettra le PGCSPPS, CR de l'ICP et décrira les tâches du prestataire dans son PPSPS. (Voir chapitre 2.8.3)
- Tout autre intervenant (MOE, MO, BET, CT, OPC etc.) intervient sous sa propre responsabilité.

Entreprise titulaire ou Générale :

Est désignée comme "Entreprise titulaire" l'entreprise qui obtient son contrat du Maître d'Ouvrage.

Entreprise sous traitante :

Est considéré comme "Entreprise sous traitante" l'entreprise qui obtient son contrat d'une entreprise ou société quelconque et non pas du Maître d'Ouvrage.

L'entreprise Titulaire doit communiquer au Coordonnateur Sécurité les coordonnées, nature des prestations, etc. de cette entreprise sous traitante.

L'entreprise titulaire doit communiquer au sous traitant son PPSPS afin que celui-ci établisse le sien et doit programmer l'Inspection Commune Préable avec le Coordonnateur Sécurité.

2.8.3 OBLIGATIONS DES INTERVENANTS

INSPECTION COMMUNE

Sont soumises à l'obligation d'inspection commune toutes les entreprises intervenantes titulaires, cotraitantes, sous traitantes,

ainsi que les travailleurs indépendants.

Préalablement au démarrage des travaux et avant remise de son P.P.S.P.S, chaque entreprise (y compris les sous-traitants et les travailleurs indépendants) est tenue de prendre rendez-vous avec le coordonnateur sécurité pour une visite préalable du chantier, au moins une semaine avant démarrage des travaux.

Lors de cette visite, le coordonnateur transmettra à l'entreprise les consignes à observer ou à transmettre, le plan des secours si nécessaire, les observations particulières de sécurité.

L'entreprise est tenue de communiquer à ses sous-traitants, et travailleurs indépendants leur obligation d'inspection commune.

PPSPS

Chaque entreprise doit rédiger un PPSPS. On entend par entreprise : les entreprises titulaires, les entreprises cotraitantes et sous-traitantes quel que soit leur taille, y compris les travailleurs indépendants.

Ce plan particulier de sécurité doit être remis au coordonnateur impérativement avant le démarrage des travaux et après avoir effectué la visite préalable.

L'entreprise doit communiquer à ses sous-traitants, à ses travailleurs indépendants son PPSPS et leur obligation de rédaction d'un P.P.S.P.S.

L'entreprise titulaire du lot ou du marché principal, dispose de 30 jours à compter du retour signé de son marché pour rédiger son PPSPS et le communiquer suite à l'inspection commune.

OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

- Le PGCSPPS fait partie des pièces du marché.
- Réalisation d'une inspection commune avec le Coordonnateur.
- Fourniture d'un PPSPS au Coordonnateur avant démarrage des travaux.
- Transmission du PGCSPPS aux sous traitants.
- Transmission de son PPSPS aux sous traitants.
- obligation de déclarer ses sous traitants au coordonnateur pour inspection commune avec le nouvel entrant.

L'entreprise du Gros-œuvre ou du lot principal ou celle exécutant des travaux à risques particuliers, communiquera le PPSPS aux autres intervenants.

OBLIGATION DES PRESTATAIRES DE SERVICE

- Réalisation, avant toute intervention de l'accueil de ce prestataire par l'entreprise qui l'emploie et qui lui remet **les consignes générales de sécurité** établies pour l'opération.
- S'agissant d'un fournisseur occasionnel, l'accueil pourra être remplacé, à minima, par l'inclusion dans le bon de commande des consignes générales de sécurité, d'un plan **d'accès au chantier et lieu de livraison assorti de toutes consignes utiles liées** à la nature même de la livraison.
- La fiche d'accueil, signée des parties, sera établie et transmise, en copie sous 48 heures, au coordonnateur S.P.S.

2.8.4 LE C.I.S.S.C.T

Sans objet.